

JEAN LE BITOUX 1948-2010

Éléments pour une biographie

INTRODUCTION

Chacun d'entre nous a connu diverses facettes de Jean Le Bitoux, et je me garderai de dire que je l'ai bien connu, mais j'ai la chance de l'avoir rencontré plusieurs fois et j'en garde de beaux souvenirs. Je vivais et militais à Marseille.

Nous avons le même âge à deux ans près et vécu un peu les mêmes choses, mais j'étais sorti plus tard de mon cocon. Il a été bienveillant à mon égard, comme à l'égard des autres.

Au Mazel en Ardèche d'abord, à l'été 1978, j'étais novice et exalté, il était là avec son équipe, ils préparaient le journal à venir. J'étais venu là car on profitait de toutes les occasions pour rencontrer ces gays qui comme nous, explosaient. Je me souviens de Jean assis en maillot de bain au bord du Gardon, tirant la langue à mon appareil photo, comme un polisson.

Pour préparer le journal puis pour le faire vivre je découvre la capacité étonnante qu'il a de rallier à lui toute une équipe. Il a un charisme de leader et de fédérateur.

Lors du lancement de *Gai Pied* il faisait le tour des *GLH* pour puiser des correspondants. Nous étions partis à trois à Toulon, mais j'étais incapable de rédiger un article à partir du peu que nous avons visité dans cette ville. Marco Lemaire a pris ma relève, il deviendra journaliste à plein temps. A Hyères-les-Palmiers, Roland Thélou a interviewé Marguerite Duras, puis nous avons rencontré Anna Prucnal. Je me suis plutôt employé à faire le tour des kiosques à journaux pour faire connaître - rougissant - ce nouveau journal et... à me faire rabrouer. Il fallait pousser les NMPP (ancêtre de Presstalis) à le distribuer.

Ce journal était pour moi une pépite, je m'étais abonné.

Je voyais Jean à divers moments au siège de *Gai Pied* ou dans d'autres lieux. Il était toujours brillant et percutant.

Puis, je l'ai fait venir lors d'un débat public à Marseille, il galvanisait en parlant des homosexuels éloignés de tout hoirs des grandes villes.

Au début des années 1980, après avoir gagné un procès contre Paris Match pour droit à l'image. Je souhaite que les 10 000 francs gagnés soient utilisés pour la cause, il est immédiatement ma référence. Il hésite et, rapidement, la dispersion des archives de Pierre Hahn lui viennent à l'esprit, il faut créer un pôle d'accueil des documents et archives que les familles des homosexuels décédés jettent sans le moindre respect. De là naît l'idée de Fondation Mémoire des Homosexualités, il réunit rapidement autour de ce projet la crème des intellectuels militants (Jean-Pierre Joecker de *Masques*, Jean-Pierre Meyer-Genton des *Mots à la Bouche*, Geneviève Pastre, Jacques Vandemborghe et un arcadien). Là encore, il sait rallier sur un projet, sans exclusive. Il confie ses idées et les laisse prospérer, faisant confiance aux personnes. Peu après, Daniel Guérin qui a besoin alors de disperser ses nombreux rayons de livres et heureux de trouver là le lieu de dépôt pour ses livres homosexuels.

Je revois Jean en 1983, à Marseille aux UEH (Universités d'été homosexuelle) puis à Avignon, lorsqu'il quitte *Gai Pied* avec perte et fracas. Chez Pierre de Ségovia se retrouve l'équipe qui a suivi Jean dans sa révolte. Ils ont tôt fait de rédiger un journal de quelques pages *Le Gai Pied au cul* qui explique leur rupture. Ils sont déjà ensemble sur un nouveau projet de journal.

Au début des années 1990, Jacques, Geneviève et Jean sont mobilisés sur le procès contre Mgr Elchinger, évêque de Strasbourg (qui a traité les homosexuels d'« infirmes »), je les rencontre chez Me Jourdain leur avocat. Je prends contact avec Pierre Seel, à qui je téléphonerai de plus en plus. Je sais que Jean prépare un livre avec Pierre, je les retrouve à Toulouse, et je vois la qualité de travail qui s'est instauré entre eux, Pierre est une boule de révolte, colérique, Jean est patient et présente l'avancement de son travail.

Lors d'une Gay Pride parisienne, j'entends résonner sa voix lors de son discours de fin de marche, un discours magnifique et mobilisateur. Je n'attendais que cela, de l'entendre, avec cette force et cette sûreté de lui-même qui galvanise, en ces temps où il fallait affronter tant de bourrasques adverses. Il dira qu'on ne lit pas assez ses discours. Ce sont des discours-programmes.

En avril 1994 Jean vient à Marseille, dans l'auditorium du Musée d'Histoire de la Ville, pour parler de la déportation des homosexuels, il m'avait demandé qu'un historien soit présent pour donner plus de force à son propos. Emile Témime, historien des migrations, écoute son exposé, l'atteste et donne quelques compléments d'information. Jean est décidément toujours disponible.

Vers 1992, j'ai l'occasion de le rencontrer dans les locaux du Journal du Sida, où il est rédacteur en chef.

En 1995, Jean dépose une gerbe aux déportés homosexuels à l'Île de la Cité à Paris. La même année sous son impulsion je dépose une gerbe à Marseille, après la cérémonie officielle, dès lors commence une longue bataille dans nos villes respectives, pour faire reconnaître cette déportation et nous faire admettre dans les cérémonies officielles. Et Jean crée le MDH (Mémorial de la déportation homosexuelle) afin de mieux se coordonner au niveau national sur cette question.

En 1997 j'organise une conférence de Pierre Seel au Goethe Institut, puis, je le ferai venir à l'UEEH de 2000 dans le cadre d'un atelier. En 2003 j'inviterai Pierre pour participer à la cérémonie de la déportation, il est alors reçu par les autorités locales.

En 2002 l'anniversaire des 20 ans de la dépénalisation des homosexuel-les, je travaille au Conseil régional PACA, dont Michel Vauzelle est président, et je suis membre du CA des UEEH (devenue Université d'Été Euroméditerranéenne des Homosexualités, selon la dénomination adoptée en 1999), les planètes sont alignées pour fêter avec force cet anniversaire en juillet dans le cadre du colloque des UEEH à l'Hôtel de Région. C'est une magnifique occasion pour donner à Jean Le Bitoux la place qui lui revient, et donner la parole aussi à plusieurs acteurs et actrices majeur-es de cette période. Jean raconte ses années Gai Pied et explique le sens de son infatigable militantisme. Après cette journée à l'Hôtel de Région, un élu Front national fera du grabuge parce qu'il y a vu des hommes en jupe et en robe, tremper leurs pieds dans un plan d'eau !

Puis je n'ai plus revu Jean, je le regrettais, tellement je ressentais le besoin de son impulsion.

Lui parti, j'ai gardé l'image d'un magnifique modèle militant.

Christian de Leusse
Mémoire des sexualités - Marseille
Mémorial de la Déportation Homosexuelle

L'ECLOSION

Jean Le Bitoux est né à Bordeaux le 16 août 1948 dans une famille de la bonne bourgeoisie. Son père est amiral dans la Marine nationale, il a participé à la Seconde guerre mondiale et au débarquement en Provence le 15 août 1944. Sa mère est femme au foyer, issue d'une famille d'artisans. Jean a deux sœurs, Françoise et Isabelle, et des frères, jumeaux, Michel et Philippe.

Il a grandi sous la férule autoritaire d'un père militaire. Cette éducation se marque pour lui par l'ordre et l'absence de tendresse. « Tout était réglé. Je n'avais rien d'autre à faire qu'être le gentil objet fétiche de la bourgeoisie », analysera-t-il dans *Le Gai Tapant*, le documentaire qui lui a été consacré après sa mort. Intérieurement, il étouffe. Il est beau gosse, mais il ne le sait pas. Il se construit dans la haine de soi, il s'ennuie, il pense plutôt au suicide. Il est un peu colérique, on se demande parfois s'il n'est pas cinglé.

Il fait sa scolarité à Bordeaux au lycée Montaigne et au Conservatoire de musique où il poursuit son apprentissage du piano.

Très bon élève, il a lu la moitié de la littérature française grâce à la bibliothèque de son père, il sera 1^{er} en philosophie.

Il rencontre Charles qui n'osait pas lui parler.

Dans son lycée, Jean Le Bitoux participe peu ou prou aux événements de Mai 1968. Il découvre et se rapproche des idées radicales dans les années 1960, le maoïsme, le situationnisme.

Les discours qui circuleront alors, lui permettent de mettre des mots sur son rapport difficile à son milieu social : « Je suis un traître à ma classe. J'avais bien compris que j'étais un ennemi de la bourgeoisie et que je m'exprimerai un jour ».

Le 3 mai 1968 il donne un concert au Grand théâtre de Bordeaux ; 6 jours plus tard il triomphe en participant à son occupation. Il suit avec attention les débats sur les questions liées à l'homosexualité, à la Sorbonne au cours du mois de mai 1968, pour l'identité collective, Mai 68 est porteur d'espoirs

Il part de Bordeaux avec une grande tristesse, et découvre qu'il lui faut tout apprendre. Il déménage à Nice en 1969, c'est là qu'il va pouvoir s'émanciper réellement et profondément, personnellement, sexuellement et politiquement.

Face à la Baie des Anges, à 21 ans, il se sent seul (« Je n'ai jamais serré personne dans mes bras ») et porté par la rage de vivre.

Installé dans cette nouvelle ville, il fait ses études en propédeutique musicale au lycée Estienne-d'Orves. C'est aussi la période où libéré de l'emprise familiale il développe sa réflexion et s'engage pleinement dans l'analyse politique de sa situation.

Dans le documentaire *Le Gai Tapant* réalisé après son décès, Jean explique que la première rencontre homosexuelle de sa vie, il est vierge, c'est pour lui un acte difficile, il se dit qu'il fallait plonger à corps perdu dans ce monde inconnu et tant désiré. C'est un soir dans le jardin Albert 1^{er}, il ne sait pas comment peut se faire une rencontre. Il voit un garçon aux chaussures jaunes, le détail qui l'a attiré, il pense à l'Italie. Ce garçon, il le saura plus tard, c'est Pierre Jolivet de Thorey, étudiant en architecture - bientôt membre du GLH de Marseille - c'était son dépuçelage (« J'ai suivi les godasses. Il m'a enculé 3 fois dans la nuit » dira-t-il), il ajoute qu'il a le sentiment de n'avoir pas joué. Bienveillant, Pierre, l'a entouré d'attention. Cette

rencontre lui fait du bien et lui donne confiance en lui. De ce coming out personnel, il voudra absolument faire une démarche collective.

A Paris, un groupe de militantes féministes et lesbiennes, accompagnées de quelques gays créent le *Front homosexuel d'action révolutionnaire (le FHAR)* en 1971. C'est une révélation car pour lui, il n'est pas d'émancipation individuelle sans qu'elle soit partagée, il fonde en 1971 le FHAR de Nice, avec ses proches Pierre de Ségovia et Claude Dugelay-Renaud. C'est le temps des premières révoltes festives du à Nice. Et déjà il perçoit qu'un combat militant c'est bien, mais que diffuser ses idées par l'écriture c'est encore mieux, ainsi il crée un premier et modeste journal homosexuel (*Le Doigt au cul*). Il se souviendra de ce numéro comme de l'un « des grands éclairs qui ont traversé (sa) vie... je me souviendrais de ma stupeur en le feuilletant ».

Il est fasciné par la découverte du *Deuxième Sexe* de Simone de Beauvoir, il lui écrit et, miracle, elle lui répond, il est alors fou de joie.

Il suit attentivement le mouvement des femmes, il fait connaissance avec Mme Belitzerkaufski, du MLF, qui restera son amie.

Il est attiré par les situationnistes (Guy Debord, et Raoul Vaneigem en 1965), il apprend avec eux que la société de consommation, c'est « circulez y a rien à voir ! » et que la notion du couple véhiculée par la société est mortelle.

En 1971-1973, quand il va à Paris, il a en tête que « le mouvement homosexuel français est à (re)construire », il y rencontre quelques-uns des futurs militants qui participent à des manifestations, il s'implique dans diverses actions collective, notamment à Paris ou à l'étranger, à Berlin et à San Remo en 1971, où à l'appel du *Fuori!* italien le Congrès international de sexologie est chahuté, au *FHAR* avec Guy Hocquenghem ou dans l'*Internationale Homosexuelle Révolutionnaire* avec Françoise d'Eaubonne.

En 1973, CAPES de musique en poche il devient enseignant au collège Henri Beaumont de Beauvais.

Quand il emménage à Paris, il s'investit à fond dans le militantisme homosexuel.

Après la fin du *FHAR* en 1974, il milite au sein des *Groupes de libération homosexuelle (GLH)*.

Dans les années 1974-1977, Jean Le Bitoux ne trouve pas sa place dans l'enseignement, il maintient une activité militante et s'installe dans une communauté de la rue Rambuteau à Paris. Il est d'abord professeur de musique mais il a des démêlés avec l'Éducation nationale, avec son esprit rebelle et sans compromission, renforcé par un humour corrosif.

LE GLH-PQ

En 1975, Gilles Santis écrit un article *Entretien avec le GLH*, qui prendra place dans le Dossier de presse sur l'homosexualité du *GLH-PQ* en 1977, l'un des interlocuteurs Jean L. (tout porte à croire qu'il s'agit de Le Bitoux) relève qu'il y a une certaine diminution de la répression, au moins « au niveau intellectuel », la télévision commence à parler de l'homosexualité, pas dans le sens qui conviendrait, mais au moins on en parle, il fait aussi état d'un jeune homosexuel qui « faute de pouvoir s'accepter a sombré dans le délire » envoyé à l'Hôtel Dieu « les médecins l'ont gardé 3 semaines... pendant lesquelles ils lui ont administré du valium. Après quoi, la famille l'a récupéré plutôt mal en point » ; d'autres entretiens

évoquent la relance des cas d'agression sur les lieux de drague (comme le Jardin des Tuileries) et les interventions de la « brigade homosexuelle » de Paris.

Jean va progressivement devenir un militant de cette cause. Il est vite rejeté par les maoïstes de la Gauche prolétarienne, alors très en vue, dont il découvre rapidement l'homophobie. Il s'implique dans la création du *GLH-PQ*.

Au début de 1975, à Paris, le *GLH* regroupe rapidement une trentaine de militants, ils s'activent (distribution de tracts sur les marchés, affichage, inscription du sigle *GLH* à la bombe sur les pissotières), ce *GLH* « unitaire » partage un local avec le *MRAP* (mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples), rue du Faubourg Saint-Denis, et tient une permanence tous les vendredis soir ; mais en février 1975 le local est plastiqué par un groupe d'intervention nationaliste laissant le *GLH* à la rue, et dans la division.

Ce premier *GLH* regroupe des anciens du *FHAR* et des membres exclus de la commission jeunes d'*Arcadie*, autour du manifeste en 7 points de l'association *Philandros*, des jeunes communistes agissant au sein d'*Arcadie* (le club homophile créé par André Baudry au début des années 1950).

A l'été 1975, Alain Huet, Jean Le Bitoux et Michel Heim se rendent ensemble au congrès de la *CHE* (*Compaign for Homosexuel Equality*) à Sheffield, en Grande-Bretagne. Ils sont un peu les chefs de file des trois tendances qui vont se cristalliser à l'intérieur du *GLH unitaire*, partagé entre ceux qui souhaitent suivre la démarche réformiste de la *CHE* et ceux qui veulent une démarche lutte de classes, ils vont chacun prendre la tête de l'une des futures tendances.

Le 13-14 décembre 1975, un week-end du *GLH unitaire* organisé à l'origine en vue de préparer un bulletin intérieur ouvert à toutes les tendances, devient le week-end de l'éclatement ; les tensions étant de plus en plus fortes entre les tendances :

- La tendance qui va devenir *GLH GB* (*Groupe de base*, ou *GLH XVIII^{ème}*), plutôt « réformiste » mais en faveur d'un véritable mouvement de masse, animé par Michel Heim, cette tendance refuse le débat d'orientation, le texte de *Philandros* leur suffit et ils partent de l'oppression spécifique des seuls homosexuels ; le *GLH GB* veut s'organiser en groupes de quartier ;
- La tendance *PQ* (*Politique et quotidien*) sous l'impulsion de Jean Nicolas, proche de la LCR, est favorable à la « convergence avec les luttes des femmes et du mouvement ouvrier », cette tendance qui "se veut d'un impact plus global et en liaison avec le mouvement des femmes et le mouvement ouvrier, sans mettre de côté l'oppression spécifique des homosexuels", quitte la salle des débats après avoir entendu un texte misogyne et antiféministe ; Jean Nicolas stigmatise ce refus de « convergence avec des luttes, il fait signer sa propre pétition et crée une première scission, le groupe souhaite construire un « front général anti-répression » et lance une invitation pour une rencontre qui doit se tenir au centre international de la Villa Montsouris ;
- Apparaît alors une troisième tendance, celle du 14 décembre qui "revendique autant de discours que d'individus", avec son manifeste ouvert aux contributions de chacun, il refuse les structures contraignantes et se méfie de la rhétorique militante ; il se crée autour d'un texte de Jacques Mao qui écrit « les ouvriers sont nos meilleurs alliés et les femmes nos pires ennemis » - ce texte antiféministe provoque les réactions indignées des lesbiennes regroupées sous le nom des *Pétroleuses* ; c'est la deuxième scission, avec d'un côté la tendance *GLH 14 décembre* et de l'autre le *GLH-PQ*.

Ainsi après moins de deux années le *GLH* « unitaire » se divise en 3 entités ; les sujets de discorde se développent, le plasticage du local du début 1975 a provoqué des fractures qui

sont encore présentes et en janvier 1976 *GLH 14 décembre* réagit durement à l'attitude des autres composantes du *GLH unitaire*, "Ni réviso, ni trotskard : on est pédé", ils visent particulièrement les propos de Pierre Juquin et de Roland Leroy qui dans *l'Humanité* du 15 mai 1972, avaient durement tancé les homosexuels d'être venus perturber les manifestations du 1^{er} mai, " Notre 1^{er} mai c'est l'imposition à la bourgeoisie, à l'idéologie bourgeoise de notre homosexualité interdite, réprimée, condamnée " ; puis apparaissent des crispations sévères autour de la participation à la journée du 1^{er} mai 1976, lorsque se pose la question de participer à la manifestation du matin avec les organisations gauchistes ou à celle de l'après-midi avec les partis politiques et syndicats traditionnels, accélèrent les choses. Jean fait partie de ceux qui créent le *GLH PQ* qui se sentent alors plus proches des gauchistes.

Au cours des trois étés 1976-1978, le *GLH Politique et Quotidien* prépare les bases de ce que deviendra le journal *Gai Pied*, à l'heure où *In* est la seule publication française avec des photos de garçons en collant. L'équipe du *GLH PQ* qui travaille sur ce projet, regroupe Jean le Bitoux, Gérard Vappereau, Frank Arnal, Jacky Fougeray. Ils prennent pour exemple *The Advocate* aux USA et *Body Politic* au Canada.

Le 28 janvier 1976, l'émission *Rencontres* de France-Culture est boycottée par le *GLH-PQ* car elle invite aussi deux sexologues jugés rétrogrades, les docteurs Gilbert Tordjman président de la *Société française de sexologie clinique*, et Charles Gellman secrétaire général de cette Société. Jean le Bitoux en rendra compte dans le *Quotidien de Paris* en janvier 1978.

En 1976 Jacky Fougeray est le promoteur du *GLH* d'Orléans, Jean le Bitoux le contacte et lui propose de venir participer à la création du futur journal. C'est l'année où les *GLH* se développent dans de nombreuses villes de Province. C'est l'année où apparaissent des cinémas gays à Paris.

En mai 1976, soutenu par le *GLH PQ* parisien, le *GLH de Bordeaux* - ville chère au cœur de Jean - fait paraître le 1^{er} bulletin des *GLH* de province, en janvier 1977 paraîtra le 2^{ème} numéro de ce bulletin qui ambitionne de donner la parole à tous les *GLH*.

En Juin 1976, dans *Rouge*, le journal de la *LCR*, le *GLH-PQ* déclare nous voulons « intégrer l'homosexualité dans le corps social comme une composante à part entière de la sexualité humaine ».

En juillet et octobre 1976, deux documents ayant pour titre *Réflexions*, bulletin intérieur pour le débat d'orientation seront diffusés par le *GLH PQ* ainsi qu'un *Dossier de presse* sur l'homosexualité, ils sont rédigés et rassemblés par des militants expérimentés comme Jean Nicolas et Jean Le Bitoux.

En août 1976, à Paris le *GLH-PQ* dit vouloir mener un débat et créer un rapport de force afin que la lutte contre l'oppression de l'homosexualité, comme celle des femmes, devienne partie intégrante de la lutte anti-capitaliste du mouvement ouvrier.

Le 15 octobre 1976, le *GLH-PQ* déclare dans *Révolution !* qu'il entend favoriser le rapprochement des mouvements politiques de gauche et d'extrême gauche et des mouvements homosexuels en tentant de casser le mythe du « tous des malades » ou du « tous des bourgeois ».

En décembre 1976, Jean Le Bitoux, militant pédagogue et journaliste dans l'âme, dresse un état des lieux des *GLH*, à Paris et en France, il rappelle ce qui s'est passé un an auparavant

avec les anciens du *FHAR* et des membres exclus de la commission jeunes d'*Arcadie* du groupe *Philandros* et le week-end de décembre 1975 avec les trois groupes qui se sont créés donnant lieu à trois types différents d'actions, de débats et de recrutement. Il dénombre vingt *GLH* à travers la France et annonce qu'une *rencontre nationale* doit se tenir dans le courant de l'année 1977.

Au cours des années 1977-1979, Jean est journaliste à *Libération*. Il écrit des articles engagés, tout en poursuivant ses activités militantes. Ainsi le militantisme suit Jean jusque dans sa vie professionnelle.

En 1977, une rencontre des *GLH* de France se tient à la Baume-les-Aix (noviciat de jésuites qui met des salles à disposition près d'Aix-en-Provence), autour du projet de journal de Jean le Bitoux, les *GLH* imaginent alors que chaque numéro du futur journal pourrait être réalisé par une ville différente.

En avril 1977 c'est le *GLH* de Mulhouse qui réalise le *Bulletin national* des *GLH* et à Rouen le *GLH* distribue un tract en 3 000 exemplaires dans les rues piétonnes, les marchés et l'université ; à Lyon le *GLH* organise une quinzaine homosexuelle au Cinématographe. De son côté, le *GLH-GB* lance une *pétition* contre la discrimination des homosexuels par l'intermédiaire du *MES* (*mouvement pour l'égalité sexuelle*).

Un manifeste du *GLH* de Rennes indique que son but est de " lutter efficacement contre l'oppression en construisant un mouvement fort et structuré ", le *GLH* tient ses permanences les mercredis et samedis (26 rue Saint-James), il diffuse un tract : " Non à la répression quotidienne et légale de l'homosexualité, homosexuels et homosexuelles, sortons du silence, organisons-nous ", et dans une circulaire à destination de tous les *GLH*, il indique que " suite à une rencontre des copains d'Aix, Bordeaux, Rouen, Strasbourg, à la dernière AG du *GLH-PQ*, on a pensé qu'un premier pas vers le développement d'une liaison plus directe entre les groupes serait la création d'un bulletin des *GLH* de province " et invite les différents groupes à répondre à un certain nombre de questions.

En 1977, à Paris, le *GLH-PQ* tente de souder l'homosexualité comme projet politique et de d'unifier les différentes associations, il réunit de nombreux documents et articles (issus du journal *Le Monde*, de *Libération*, du *Nouvel Observateur*, mais aussi de *Rouge*, *Front libertaire*, *la Canaille*) dans un ouvrage collectif le *Dossier de presse* sur l'homosexualité intitulé « Entre élections et révolutions ; ce vice bourgeois » ; ce Dossier recense plusieurs *GLH* : Aix-en-Provence, Rouen, Bordeaux, Lille, Marseille, Mulhouse, Rennes, Tours, Poitiers, Strasbourg, Orléans ; il relate les informations collectées par Gilles Santis dans son « entretien avec le *GLH* » de Paris de 1975 sur les interventions policières dans les lieux de drague (les témoignages de Christian F. et de Raymond L.), ainsi que d'autres cas évoqués par *Libération* ou par Jean Nicolas dans *Rouge* : Serge Doff à Digne accusé de pervertir la jeunesse, Michel Couvert détenu isolé des autres détenus à Fresnes qui a fait une tentative de suicide ; Jean, militant du *GLH-PQ*, considère que le « temps de l'hostilité vis-à-vis du *FHAR* et des collectifs homosexuels de la part de la gauche et de l'extrême gauche » commence à évoluer.

En 1977 se déroule un festival de film Gays et lesbien à l'Olympic Entrepôt.

En mars 1977, à Aix en Provence, le *GLH* se constitue, il se proclame " le premier *GLH* français " en déposant les statuts sous ce nom-là " ce ne fut pas un mince problème " dira

Patrick Cardon (c'est en effet une période où les homos se gardent bien d'utiliser le mot homosexuel lorsqu'ils déposent leurs statuts), il regroupe 15 à 20 personnes, Patrick se présente aux élections municipales, pour la première fois une liste homosexuelle annonce sa participation à des élections locales, l'un de leurs slogans « Votez folles lesbiennes », sans craindre l'outrance ils affirment vouloir détruire le monde hétérosexuel pour le remplacer par le monde homosexuel.

Le Provençal du 4 février s'interrogeait sur " l'homosexualité présentée comme une idéologie conquérante " raillant ces candidats qui " doivent bien être une quarantaine l'un dans l'autre " tandis que *Libération* fait une page entière titrée « La société sera homosexuelle ou ne sera pas ».

Jean le Bitoux vient les soutenir, accompagné de quelques membres du *GLH-PQ*, il critique les tracts trop anarchiques de la *Mouvance Folle Lesbienne* (un tract destiné à la bourgeoisie aixoise intitulé " Mon Grand Lou " est signé Marie-Chantal et l'autre rappelant comment on décervelait les homosexuels en les trépanant), il préconise des textes plus pédagogiques.

Patrick Cardon écrira que se dessine alors clairement l'opposition entre " un mouvement gay, réformiste, politique, circonscrivant les folles à la périphérie " et " une mouvance folle anti-autoritaire, culturelle et féministe lesbien ", il dira " avec Frank Arnal *nous défendions les folles, les autres défendaient les pédés* ", il verra dans la *Mouvance gouine celte* du rennais Jacques Ars, qui publie " Comment être femme du monde chez les gauchistes ? ", un allié précieux face aux *CHA* (*comité homosexuels d'arrondissement* à Paris) et aux *GLH* (dont celui de Marseille), face à Jean le Bitoux aussi qu'il accuse d'avoir une position " lutte des classes " : c'est le temps de l'opposition entre " pédés ouvriéristes " et " folles bourgeoises " pour les uns, de l'opposition entre " militants, réformistes mettant l'accent sur la souffrance et les discriminations " et " les folles, provocatrices, mettant l'accent sur le plaisir " et la dérision, pour les autres ; Pablo Rouy répondra par provocation à Jean le Bitoux, au *CGL* (*Centre Gay et Lesbien*) de la rue Keller, pour lui signifier qu'on ne pouvait pas réduire le combat des gays à ses martyrs " si les camps de concentration n'avaient pas existé, tu les aurais souhaités ! ". Dans *Rouge*, le journal de la *LCR*, Jean Nicolas du *GLH PQ* leur reproche une inversion des valeurs, leur confusion entre candidat ouvrier et candidat de la droite, entre les hétérosexuels et le système qui aliène, il accuse le *GLH* d'Aix-en-Provence de faire une "diversion par rapport à la lutte des classes".

Jean le Bitoux vient alors plusieurs fois à Aix, mais les relations avec les « aixoises » ne sont pas toujours simples, ainsi un jour Henri Amouric le recevra en disant tout haut « passez votre chemin ».

Le 25 juin 1977 Jean Le Bitoux, avec le *GLH PQ* organise la première Marche homosexuelle indépendante à Paris. Après les années où les homosexuels participaient aux manifestations ouvrières du 1^{er} Mai, souvent contraints de se mettre en queue de cortège, les voici qui organisent leur propre marche ils ne sont que 300 mais c'est une conquête majeure ; c'est la première manifestation autonome des homosexuels, et aussi la première *Gay Pride* française ; la manifestation est soutenue par les femmes du *MLF*, de la place de la République à la place des Fêtes, contre la répression de l'homosexualité (contre les « hétéro-flics ») et en solidarité contre la campagne anti-homo de la chanteuse Anita Bryant aux USA ; les nombreuses lesbiennes présentent crient : « Phallocratie, virilité y en a marre. Je suis lesbienne, ai-je l'air d'avoir des chromosomes en moins ? J'ai choisi d'être lesbienne, avez-vous choisi d'être hétérosexuelle ? ». Des féministes distribuent le tract *La répression de l'homosexualité touche toutes les femmes* ; Jean Le Bitoux parvient à faire publier en une dans *Libération* un

article sur la commémoration des émeutes de Stonewall et signe en un article intitulé *La Colère gai*.

Début 1978 lors du festival de films homosexuels à la Pagode, Jeune Nation attaque avec de l'encre rouge, les gens persuadés qu'ils sont couverts de sang ; l'évènement donnera lieu à une pétition signée par toutes les grandes personnalités.

Jean travaille avec méthode sur le projet de journal. Il a vu combien la presse gay a été régulièrement la cible de censure jusqu'ici. Il décide dès lors de chercher le soutien de nombreux intellectuels, afin de protéger *Gai Pied* jusqu'à l'arrivée de la gauche au pouvoir en 1981. Il réalise notamment une importante interview de Jean-Paul Sartre sur la question homosexuelle, trois mois avant la mort du philosophe, et entretient tous les contacts possibles avec des personnalités. De nombreux intellectuels et artistes seront ainsi associés à la naissance du mensuel, outre Michel Foucault (qui propose le titre *Gai Pied*), Jean-Paul Sartre, Jean-Louis Bory (Prix Goncourt 1945), Daniel Guérin, Jean-Paul Aron, Guy Hocquenghem, Yves Navarre (Goncourt 1980), Dominique Fernandez (Goncourt 1982), Hugo Marsan, Alain Pacadis.

Il tient aussi à maintenir toujours un lien très fort avec les différentes régions françaises - une constante dans sa vie professionnelle et militante – dans le but de trouver des correspondants.e.s un peu partout.

Les 17-21 janvier 1978, 2^{ème} festival de film homosexuel à la Pagode à Paris, près de Sèvres-Babylone, quinzaine du cinéma homosexuel programmé par Lionel Soukaz, jeune cinéaste de 28 ans, avec un cycle *Pédophilie et liberté de l'enfant* et un thème *Ecrans roses et nuits bleues* avec débat organisé par le *GLH-PQ* ; c'est l'occasion de présenter des films classés X, en particulier homosexuels, le cinéma appartient aux frères Malle (Louis Malle et son frère) ce qui le protège un peu d'une intervention policière ; Guy Hocquenghem, René Schérer, Jean Le Bitoux y participent ; mais le festival étant censuré par lettre du ministre Michel d'Ornano, les films à caractère pédophile sont confisqués, des policiers se font passer pour des agents du CNC (Centre National du Cinéma) entrent en cabine et saisissent 17 films prétextant l'absence de visa et ils restent sur place pour vérifier qu'aucun film interdit ne soit projeté ; puis un commando d'extrême-droite (une vingtaine de personnes de Jeune Nation) interrompt violemment la projection de *Le droit du plus fort* de Reiner Fassbinder, saccagent les locaux et emportent la caisse, sans que la police intervienne, six personnes sont blessées, dont Guy Gilles, le festival est annulé, 18 manifestants sont interpellés et arrêtés, deux d'entre eux (Michel et Patrick) seront condamnés à 15 jours de prison avec sursis et 500 francs d'amende pour violence à agent ; des manifestations, avec occupation, se produisent au ministère de la Culture, André Glucksman et René Schérer viennent soutenir les militants du *GLH-PQ*

En février 1978, alors qu'il est pigiste au journal *Libération*, Jean est candidat « homosexuel » aux élections législatives dans le 6^{ème} arr. de Paris avec le soutien du *GLH-PQ*. C'est une candidature purement symbolique. « Nous n'avions pas les moyens de faire imprimer les bulletins », racontera-t-il dans *Le Gai Tapant*. Guy Hocquenghem, l'une des figures du *FHAR* est candidat dans une autre circonscription. « Avec Guy Hocquenghem, on se dit qu'il faut aller au-delà de la culture, réclamer l'abolition de l'art 331 de Vichy » dira-t-il. Ami de Guy, Copi, dessinateur et passionné de théâtre, dessine l'affiche de la campagne « 30 députés canards ? mais non voyons « homosexuels »

Jean le Bitoux signe un article dans *Libération* un article sur « la militante », il est candidat (suppléant François Graille, 6^{ème} arr.) ainsi qu'Alain Secouet (suppléant Guy Hocquenghem, 18^{ème} arr.) comme *candidats homosexuels*, avec une belle affiche de Copi (« Jouons aux

élections avec les pédés » avec sa dame assise), Daniel Defert est enthousiasmé, mais les débats internes au *GLH* sont intenses, pour les uns il n'existe pas de réalité homosexuelle (la lutte des classes fait qu'il n'y a aucun point commun entre un bourgeois homo et un prolo homo) ; le manifeste qu'ils présentent s'appelle *Différence homosexuelle* et commence par « Ceci s'adresse à vous non électeurs, enfants, jeunes, immigrés, non-inscrits, non-votants, mais aussi à vous homosexuels. Nous sommes homosexuels. Et plus de 4 millions en France. » et termine par « Nous les pédés, nous ne prétendons pas vous ressembler ni organiser votre vie : nous savons ce que cela signifie. On a trop organisé la nôtre pour vouloir vous faire des propositions ». D'aucuns citant les noms de Jean Le Bitoux, Audrey, Maxime Journiac et Pablo Rouy, parlent de « la bande des quatre » du *GLH PQ*. Des *CHA* (*comités homosexuels d'arrondissement*) ont été constitués pour prendre en charge la campagne électorale (mais celui du V^{ème}-VI^{ème} se désolidarise de ces candidatures, et pour Alain Huet ces candidatures n'ont « rien de subversif » et le star système va récupérer le discours homosexuel). Ils auront 70 voix au total... avec un programme de défense de l'identité homosexuelle et de gauche. Ces élections signent un épuisement du *GLH PQ* et les *CHA* qui se créent au cours de l'année expriment ce délitement.

En mars 1978, à Paris, alors que le *GLH 14 décembre* a disparu fin 1976 et le *GLH GB* a disparu au début 1977. Le *GLH PQ* subsiste après 4 ans d'existence, après une série de crises et de tensions internes, mais le malaise est évident. Si les commissions se renforcent et débattent, la défiance à l'égard du poids pris par les organisations politiques, celui de la *LCR* en particulier, et de la détérioration des relations interpersonnelles. Maxime Journiac souligne que le discours marxiste nuit à toute expression spontanée. Le terme « gay » fait son entrée dans le discours par opposition aux « straight », renversant le discours sur le ghetto, parlant de « ghetto hétérosexuel ». Un groupe de folles radicales se détache, il a squatté deux immeubles pendant quelques mois (juin-octobre 1977) et lancé un nouveau journal *Gaie-presse*.

En juillet 1978, Jean Le Bitoux prépare son projet de mensuel gai dans son appartement communautaire du bd Voltaire.

GAI PIED

10 juillet 1978, Jean Le Bitoux rencontre Michel Foucault, rue de Vaugirard qu'il a pu contacter grâce à Pierre de Ségovia qui le connaît, et grâce aux *Rooie Flikkers*, « la gaie tribu intellectuelle d'Amsterdam admiratrice du philosophe ». Dans la discussion le titre de *Gai Tapant* est évoqué, puis Foucault lui propose le titre *Gai Pied*. L'objectif est de créer un journal qui beaucoup plus qu'un tract pourra toucher les homosexuels en France. Thierry Voetzel et Daniel Defert sont présents lorsque Jean présente son projet de presse ; Jean interviewe Michel Foucault (ces derniers feront paraître l'interview dès 1982 à Amsterdam sur la base d'une traduction du tapuscrit de J. le Bitoux, non encore validé par Foucault) ; lorsqu'il créera en 1996 dans la *Revue H* il fera paraître le contenu (exact) de cette interview qu'il avait voulu faire paraître dans l'un des premiers n° du journal. (René de Ceccaty dira qu'il a participé à une interview de Michel Foucault avec Jean le Bitoux et Jean Danet, en présence de Paul Veyne).

Août 1978, quinzaine de rencontre au *Mazel*, en Ardèche, pour réfléchir en équipe à la création du journal (Jean le Bitoux, Franck Arnal, Gérard Vappereau, Kevin, Jacky Fougeray et d'autres) ; Jacky Fougeray notera « Tout était flou de ce qu'allait être le futur *Gai Pied*, sauf une chose, ce journal devait nous permettre à nous, militants gays, de passer à une autre

étape de notre combat. Toucher un public plus vaste et dépasser la pratique groupusculaire du militantisme pour franchir un palier qui permettrait aux homosexuels d'accéder à cette « libération » que nous souhaitons tant. Jean le Bitoux aura été le premier et le plus remarquable de cette bande de jeunes gens qui, derrière lui, se sont rassemblés pour que *Gai Pied* naisse » ; plusieurs marseillais se rendent à cette rencontre à la fois très studieuse et très festive (Georges Fernandez, Marco Lemaire, Christian de Leusse, Michel Richardot ou Jean Rossignol), ainsi que l'aixois Patrick Cardon, pourtant si critique à l'égard de Jean un an plus tôt ; des moments débridés de fête, de bain dans le Gardon et de drague marquent cet événement qui restera dans les esprits (*et « pour rendre service » Jean Rossignol se rend dans une pharmacie acheter une dose importante de vaseline...*)

En novembre 1978, à Paris, Jean Le Bitoux prépare le journal qui doit bientôt paraître, Jean Stern qui fait partie de ses proches donne une idée de l'ambiance qui prévaut lors des repas au Palais de la Femme, la cantine tenue par l'Armée du Salut « On y allait toujours à quinze ou vingt avec des garçons plus ou moins « folles » Quinze folles parquées dans cette cantine populaire avec des mères célibataires, des clochards. ».

En 1979, Michel Branchu entre en contact avec Jean Le Bitoux, il devient correspondant de *Gai Pied* à Lyon, sympathisant de *David et Jonathan*, un peu réticent à l'égard des *GLH* « trop militants » pour lui « et ancrés à gauche » (il fait bien sûr allusion au *GLH* existant à Lyon alors, avec son journal débridé *Interlopes*) ; Branchu prépare la création du lieu associatif gay et lesbien de Lyon, *ARIS*, qui sera ouvert en 1981, il rencontre avec l'aide de Jean Le Bitoux les animateurs de *Diane et Adrien* à Dijon, de *la Boulangerie gaie* à Marseille, et d'*Ecoute Gaie* à Paris ; après la disparition du *CUARH* en 1984 Michel Branchu contribuera à créer la *FNALG* (Fédération Nationale des Lieux Gais).

En 1979, René de Ceccaty de retour du Japon où il enseignait à un cours sur la sexualité dans la littérature française (Proust, Gide, Tony Duvert, Julien Green, Marie-Claire Blais), découvre l'existence de *Gai-Pied* et de *Masques*, il publie tour à tour *Personnes et personnages* et *Jardins et rues des capitales*, il devient journaliste à *Gai Pied*, il écrit sur E.M. Forster, et fait la connaissance des collaborateurs du journal, Jacky Fougeray, Gérard Vappereau, Yves Charfe, Hugo Marsan, Gilles Barbedette ; René de Ceccaty publiera plus tard *L'Accompagnement* consacré à la mort du SIDA de Gilles Barbedette. Jacky Fougeray écrira : « Pour moi, ces années magiques partagées avec Jean Le Bitoux au *Gai Pied* des tout débuts, resteront les moments les plus marquants de ma vie de militant-journaliste gay ».

Pendant les années 1979-1983, Jean dirige le journal *Gai Pied*, avec Yves Charfe, Gérard Vappereau, Jean Stern, Frank Arnal et Jean-Pierre Joecker (qui créera la revue *Masques*). *Gai Pied* devient le premier magazine homosexuel distribué en kiosque et il connaît un grand succès (40.000 exemplaires vendus et au moins 200.000 lecteurs en 1982).

Jean Stern qui a connu Jean Le Bitoux au sein du *GLH PQ*, en est partie prenante, il racontera en 2019 que le *GLH* avait « laissé tomber le fonctionnement en assemblée générale pour des groupes de parole... Et alors que l'homosexualité est encore un délit, l'idée qu'il fallait se rendre visible était une idée fondamentale. C'était le moteur des *GLH* et c'était le moteur de *Gai Pied* », il explique que la naissance du journal est rattachée à deux lieux, l'appartement communautaire de Jean Le Bitoux (188 bd Voltaire) et l'Eléphant Rose, le café du cinéma *Olympic Entrepôt*, salle de cinéma d'Art et d'essai fondé par Frédéric Mitterrand, « Gérard

Vappereau en était le co-gérant, c'était un lieu important pour la culture gai à l'époque... Les premiers salariés sont arrivés pour gérer les annonces. Le succès a été énorme tout de suite. »

En février 1979, paraît le n° zéro du journal *Gai Pied* avec l'édito « Gai Pied ? Simplement pour être gai, et pour le pied, et pour ne pas tomber dans le guêpier des ghettos », ce n° est gratuit tiré à 20 000 exemplaires, devant le succès un second tirage de 5 000 exemplaires est lancé, cette diffusion très large constitue une publicité appréciable. C'est le temps de la « sortie du placard » dira Gérard Vappereau ; il est tiré dans l'imprimerie de la *Ligue communiste révolutionnaire*.

C'est le début d'une aventure de 14 ans avec 541 numéros ; l'éditorial de Jean Le Bitoux annonce sa profession de foi : « Notre propos : restituer aux gais, les homosexuels d'aujourd'hui, un lieu pour s'exprimer, un lieu pour discuter. Etre aussi un lieu alternatif à tout ce que les médias racontent sur l'homosexualité, bien trop souvent pour justifier et prêter main forte à des campagnes de moralisation d'un autre âge. Mais si nous privilégions l'information internationale, pratiquement introuvable dans le reste de la presse, ou si nous offrons un espace pour la création homosexuelle écrite ou graphique, nous ne voulons pas parler que d'homosexualité : on nous y a réduits trop souvent et depuis longtemps. Car notre contribution de réflexion sur le monde d'aujourd'hui ne peut plus se faire sans nous. ».

En avril 1979, la sortie du n°1 du journal marque la naissance du mensuel *Gai Pied* - après un n° zéro de février - il est distribué par les NMPP (Nouvelles Messageries de la Presse Parisienne) ; en couverture Alain Burosse, Kevin et - nu sous son boa noir et blanc - Jean le Bitoux y apparaissent dans une représentation de la Marseillaise de Rude, au bar de *l'Eléphant Rose*, et dans l'éditorial est écrit : « Ne plus attendre que l'on nous donne la parole mais l'arracher, la construire et la défendre. Comme notre vie », il s'agit pour eux « d'atteindre désormais le plus grand nombre possible d'homosexuels, quels que soit leur âge, leur situation géographique ou sociale et leur niveau de conscience politique ou culturelle » ; Guy Hocquenghem, Pierre Hahn et Alain Leroy y participent ; Michel Foucault qui en a proposé le titre, écrit l'article : « Un plaisir si simple » avec une réflexion sur les homosexuels et le suicide, pour lui il « faut s'acharner à être gay » car « être gay c'est non pas s'identifier aux traits psychologiques et aux marques visibles de l'homosexuel, mais chercher à définir et à développer un mode de vie », sa signature dès ce n°1 est une protection non négligeable face aux risques de censure.

D'autres signatures connues apparaîtront, dont Tony Duvert, Jean-Paul Aron, Yves Navarre, Dominique Fernandez, Daniel Guérin, jusqu'à Jean-Paul Sartre pour le 1^{er} anniversaire du journal en 1980, ou encore Renaud Camus, Alain Pacadis, puis à nouveau Michel Foucault pour son 2^{ème} anniversaire en 1981 ; dès ce 1^{er} numéro, un article concerne la *déportation des homosexuels* « Holocauste silencieux », il reprend les témoignages - parus en Allemagne dans les années 1950 - de Claasen von Neudegg, physicien allemand homosexuel qui fut déporté et affublé du triangle rose ; un article « Enfants / adultes... rien ne va plus » dénonce l'amalgame entre homosexualité et pédérastie, dangereuse pour la réception sociale des demandes exprimées par les homosexuels, dangereuse montée d'une « psychose venue de notre société libérale refoulée », responsable d'une sorte de censure qui s'abat sur toute production littéraire qui aborde la relation sexuelle avec des mineurs, comme avec *Garçons de passe* de Jean-Luc Hennig, dont de nombreux articles de presse ont témoigné récemment (*le Monde, Minute, France-soir, Figaro-Magazine*) ; un autre n° de *Gai Pied* de 1979 consacrera une page au livre *Les hommes au triangle rose. Journal d'un déporté homosexuel (1939-1945)* de Heinz Heger, à travers l'article *Deux triangles roses témoignent* ; André Baudry écrit une lettre dans le courrier des lecteurs du premier numéro, il est heureux de

l'ouverture qu'annonce *Gai Pied* de ne pas vouloir parler que d'homosexualité car « on nous y a réduit le plus souvent », il ajoute : « Je n'ai jamais compris cette haine farouche contre *Arcadie* de la part de certains qui se réclament du *GLH* ou de ce qui lui succède ici ou là. Au point d'oublier l'essentiel : la défense de notre cause »

« J'ai immédiatement été effrayé par la laideur du journal *Gai Pied*, dira Didier Lestrade, surtout par rapport aux deux magazines de l'époque, *Façade* et *Egoïste*. En réaction, j'ai créé en 1980 *Magazine*, un trimestriel autrement plus esthétique » ; le n°1 de *Gai pied* fait état d'une liste PD écolo proposition d'*Europe-Ecologie* (collectif parisien « voix des sans voix »).

Le 30 avril 1979 a lieu le premier grand gala en soutien au journal *Gai Pied* organisé par Gérard Vappereau, au *Bataclan*, 2 500 homosexuels viennent assister à l'événement fondateur

En mai 1979, le n° 2 de *Gai Pied* diffuse un article « Un PC pudibond », d'Yves Charfe et Jean le Bitoux, pour eux si de nombreux progrès ont été accomplis depuis les propos horrifiés de Pierre Juquin à propos du *FHAR* (« Il n'y a pas de rapport entre l'homosexualité et la révolution ») et depuis le XXII^{ème} congrès du PCF de 1976 où l'on a pu entendre « les propos de Marchais, identiques à ceux de Paul VI, sur la moralité », les militants homosexuels doivent encore exercer de nombreuses pressions sur les communistes ; l'éditorial dit « La moralité se porte bien, merci. Bien sûr, on n'attaque plus de front les homosexuels, et les Français semblent devenus majoritairement tolérants... Mais, merveille, on vient de trouver l'épouvantail de remplacement, le pédophile... Ce serait lui, le dangereux pédophile, la source des traumatismes de nos chers petits. Trouble et pervers argument qui résonne comme une menace de larges représailles » ; en effet si *Libération* se montre favorable au droit à l'expression de ce désir, les journaux conservateurs, *France-soir*, *Le Figaro* et *Minute* fustigent la figure du pédophile.

Le journal est installé au 188 bd Voltaire ; Gérard Vappereau a en charge la comptabilité et administration.

Au début des années 1980, Jean, pianiste classique amateur, accompagne au concert le chanteur haute-contre Thierry Roth-Platen, dans le spectacle *Arts scéniques et vieilles dentelles*, parodiant avec humour une certaine tradition du romantisme macabre : les deux interprètes commencent leur spectacle en sortant de leur cercueil...

Grâce à Simone de Beauvoir, Jean effectue au début de 1980 une interview de Sartre, qui est alors très affaibli mais aussi très lucide (il décèdera le 15 avril 1980).

En cette période de campagne présidentielle, de nombreux articles militants et revendicatifs sont écrits.

Au cours des années 1980 *Gai Pied* devient un élément de l'identité homosexuelle des années 1980 (le magazine disparaît en 1992). Les petites annonces ont une place essentielle permettant aux lecteurs d'entrer en contact les uns avec les autres, elles participent à une meilleure sociabilité des homosexuels. Le chercheur canadien Michaël Sibalis apprécie que ce journal soit « proche de la réalité de la vie des gays. Et se souvenant de cette période, Didier Lestrade soulignera combien cette période est réellement mythologique.

Le 4 avril 1981, c'est la première marche nationale pour les droits et les libertés des homosexuels et des lesbiennes entre la place Maubert et le Centre Pompidou, manifestation

organisée par le CUARH, rassemblant 10 000 personnes, dont de nombreuses féministes, manifestent à Paris ; 20 000 affiches ont été placardées dans la plupart des villes, 20 000 dépliants ont été mis à disposition dans les lieux commerciaux homos, 100 000 tracts ont été distribués dans les gares, pour l'abolition de l'article 331 al.3, l'extension à l'orientation sexuelle de la loi contre le racisme et pour la dissolution des groupes de contrôle des homosexuels de la préfecture de police, et un appel financier a été lancé auprès des propriétaires de bars et de boîtes gays ; à Beaubourg, Jean Boyer-Cavaillès du *GLH* de Dijon, déclare « Nous vivons une journée historique, vous pourrez dire : j'y étais » ; les « Chrétiens homosexuels » de *David et Jonathan*, association fondée en 1972, ont aussi leur banderole ; pour les soutenir, Jack Lang est en tête du cortège, entouré de Jean-Paul Aron et Yves Navarre (une photo montre Jean Le Bitoux au côté d'Yves Navarre qui vient d'obtenir quelques mois plus tôt le *prix Goncourt* pour *Le Jardin d'Acclimatation* – la lobotomie subie par un jeune homosexuel -, avec en arrière-plan la banderole « Vivre seulement vivre ») ; tous les candidats de gauche (François Mitterrand, Huguette Bouchardeau, Michel Crépeau, Alain Krivine) sauf Arlette Laguiller, soutiennent la dépénalisation ; Fabrice Eamer patron du *Palace* participe à la Marche ; les slogans : « Notre préférence fera la différence », « Non aux discriminations anti-homosexuelles » ; le soir gala à la Mutualité avec Juliette Gréco *Pour les droits et libertés des homosexuels et lesbiennes* ; l'impact de cette journée est considérable ; des lesbiennes du collectif du front lesbien des Lesbianaires ont refusé de participer à la marche, hostiles à la mixité et résistantes au pouvoir hétéro-patriarcal, elles ont distribué le tract « Attention à la marche » et protesté contre le *CUARH* et son cadre légaliste et de masse, et contre l'hétéro-féminisme considéré comme une collaboration de classe ; le *Quotidien de Paris* parle des clones sortis du ghetto et disserte sur « un état psychique défaillant » ; à Marseille *Le Méridional-la-France* parle de « fête de la pédale triomphante » et de « grande manifestation exhibitionniste » ; le journal du *CUARH Homophonies* écrit : « Le 4 avril nous a donné conscience de notre force et de notre nombre : un rapport de force existe maintenant. Comment l'exploiter ? »

En mai 1981, Daniel Guérin écrit dans *Gai Pied* la nouvelle *l'Ange Gabriel* qui raconte l'histoire d'amour entre un homme d'âge mûr et un jeune marin.

Le 10 mai 1981, c'est l'élection de François Mitterrand à la présidence de la République ; *Le Monde* estime, deux jours, après que « le vote homosexuel » a « contribué à la victoire du nouveau président », rappelant la déclaration du candidat Mitterrand du 29 avril 1981 « L'homosexualité doit cesser d'être un délit », le n° de juin du journal *Gai Pied* titrera « 7 ans de bonheur ? » ; après l'élection de François Mitterrand, plusieurs mesures seront prises avec rapidité : circulaire Defferre pour la limitation du fichage homosexuel et du contrôle d'identité sur les lieux de drague (12 juin), dissolution de la brigade homosexuelle à la préfecture de police, la classification de l'*OMS (Organisation Mondiale de la Santé)* faisant de l'homosexualité une maladie mentale n'est plus reconnue par la France (la notification du gouvernement est du 12 juin).

En septembre 1981, premier article dans *Gai Pied* sur « l'amour à risque », le « cancer gay » apparaît, le lyonnais Michel Chomarat rédige la notice nécrologique de Pierre Jeancar, mort du SIDA, auteur du livre culte *La Cravache*. C'est aussi le moment où Jean le Bitoux diffuse la dernière interview que Jean-Paul Sartre a accordé à *Gai-Pied*, peu de temps avant sa mort.

Le 31 décembre 1981, l'évêque des Strasbourg, Mgr Elchinger refuse de louer une salle dépendant de l'évêché - dans un département où le concordat a permis à l'église de conserver

tous ses biens - à l'occasion du Congrès de *ILGA (International Gay & Lesbian Association)*, il avait déclaré peu auparavant que les homosexuels étaient des « infirmes »

En juillet 1982, André Baudry, président d'*Arcadie*, interrogé par le journal *Gai Pied* (n°38) sur ce qu'il pense des homosexuels contemporains aux USA répondra : « Ils me font vomir », puis il demeurera silencieux, se réfugiant près de Naples, avec son ami fidèle.

Au cours de ce même mois de juillet, le journal *Gai Pied* s'inquiète davantage encore de l'arrivée du sida, en page 3 du n° 40 on parle encore du cancer gay illustré par la photo d'un homme miné « Marc 28 ans apprend brutalement qu'il a le cancer gai ». Jacky Fougeray dira : « *Gai Pied* n'a pas eu peur de parler du sida dès le début. Mais on ne mesurait pas son ampleur. On ne voulait pas sombrer dans le catastrophisme : on continuait alors de battre nos records de vente ».

En septembre 1982, parution du n° zéro du magazine *Lesbia* qui compte 10 abonnées, ce n°0 gratuit ronéoté de 5 pages, est diffusé lors de la fête organisée par *Gai Pied Hebdo* au Cirque d'Hiver, les premières rédactrices (Nathalie, Chantal, Nicole, Patou et Michèle Rode) lancent un appel « prenez vos plumes et écrivez-nous ». Christine Jouve et Catherine Marjollet les rejoindront, et une structure associative dirigera le journal.

ARCHIVES GAIES

En 1982, le marseillais Christian de Leusse sollicite, Jean Le Bitoux. Il vient de gagner en appel un procès contre *Paris Match* à la suite d'un photo prise lors du bal de de l'*UEH (Université d'été Homosexuelle)* 1979, à Marseille, dansant avec un garçon. C'est un temps où le droit à l'image n'est pas encore bien reconnu, il n'a gagné que 10 000 francs. Il dit à Jean qu'il veut que cet argent soit utilisé au profit de la communauté homosexuelle. Jean propose de lancer l'idée d'un lieu de recueil pour les documents dont les gais sont contraints de se défaire ou qui, au moment de leur décès, sont susceptibles d'être dispersés ou détruits par leurs familles. Il a en tête en particulier la dispersion - lors de son suicide - de la fabuleuse bibliothèque de Pierre Hahn (qui a écrit sur les homosexuels sous le Second Empire).

De là naît l'idée de créer la *Fondation Mémoire des Homosexualités* (à ce stade, il s'agit d'une association de préfiguration de ce qu'ils souhaitent être un jour une fondation). Une équipe de personnalités diverses est rassemblée par Jean, Geneviève Pastre, M. Verdier (d'*Arcadie*), Jean-Pierre Joecker (créateur de la revue *Masques*), Jean-Pierre Meyer-Genton (créateur de la librairie *les Mots à la Bouche*), Jacques Vandemborghe. L'équipe est belle, mais tout le monde est très occupé et le sida arrive rapidement.

Heureusement Jacques Vandemborghe prend en main les choses et organise des concerts (avec la chorale gay des Melo-Men) et des débats, il a commencé par le séminaire sur *Le quotidien homosexuel* dans le cadre de l'*UEH* de 1985, suivi de plusieurs débats publics de 1986 à 1990, en particulier à la Bibliothèque Publique d'Information du Centre Beaubourg : *Vie privée et mémoire sociale* en juin 1986 (avec Yves Lemoine et Michèle Perrot), *Mœurs et bonnes mœurs* en février 1988 (avec Jean Pierre Michel et Jean-Jacques Pauvert), *La volonté de punir, des bûchers aux triangles roses* en octobre 1988 (avec Pierre Seel, Jean Boisson et Guy Hocquenghem), un cycle *Homosocialité et homosexualité* en 1988-89, sur le Maghreb, l'Espagne, l'histoire ou la littérature, avec le *GREH* de Rommel Mendès-Leite et le *CEAQ* de Michel Maffesoli. Il a aussi organisé le premier grand débat sur *Homosexualité et sida* organisé dans les locaux du Ministère de la Santé, avec le soutien de l'*AFLS*.

Ce fonds d'archives a trouvé là sa base de lancement. Et une donation importante est faite à l'association par Daniel Guérin qui lui remet ses rayonnages homosexuels. Les années sida rendent difficile la poursuite du projet et Jacques Vandemborghé haut fonctionnaire à la ville de Paris est contraint de se concentrer sur sa vie professionnelle. Christian de Leusse crée en 1989 son propre projet dans cette ville (ce sera Mémoire des sexualités-Marseille).

19 mars 1983, parution du n° 61 de Gai Pied Hebdo qui publie la 1^{ère} partie d'un dossier sur les Premiers camps pour homosexuels 1- La trahison de Weimar.

En avril 1983, Jean le Bitoux se recueille avec une délégation de représentants d'associations gay et lesbiennes devant l'un des monuments aux déportés du cimetière du Père-Lachaise.

En juillet 1983, Jean Le Bitoux et ses proches quittent le journal *Gai-Pied*. Mis en minorité pour des raisons éditoriales et financières, il dénonce la dérive commerciale du magazine qui consiste à aller chercher des publicités mal venues pour un journal militant. Quoiqu'à la tête d'un journal, il n'est pas question pour lui de ranger ses convictions au placard, il renonce ainsi à des indemnités de licenciement. Lors de sa démission avec de nombreux journalistes, le journal veut continuer vers une orientation plus commerciale. Hervé Latapie expliquera les raisons de Jean « Le *Gai Pied* était tombé dans le guêpier du consumérisme, de la désinformation et du parisianisme. Son grand chagrin c'est d'avoir quitté *Gai Pied*. Il ne s'en est jamais vraiment remis. »

Avec les autres démissionnaires, il écrit un pamphlet à bon marché *Gai Pied au Cul* contre ceux qui dévoient le journal Gai Pied, qu'ils diffusent à l'UEH (Université d'Été homosexuelle) de Marseille, puis au Festival d'Avignon.

L'ÉCRITURE TOUJOURS ET LA LUTTE CONTRE LE SIDA

Le 14 décembre 1983, David Girard, 24 ans, inaugure *Haute Tension*, au 87 rue Saint-Honoré, plus de 2 000 personnes se pressent, la backroom déborde, jusqu'à la fermeture du bar vers 4h du matin. La montée en puissance de David Girard a joué un rôle majeur dans les débats internes de Gai Pied, il a créé un numéro télématique concurrentiel de celui du journal et maintenant il y prend régulièrement des pages de publicité.

De 1984 à 1987, c'est la période de parution de *Samourai* journal homosexuel fondé par d'anciens journalistes de *Gai Pied*, et en particulier par Jacky Fougeray. Il prend place dans un contexte où la presse gaie se développe. *Homophonies* le journal du CUARH né en 1980 paraîtra jusqu'en 1986 et la revue *Masques* né en 1979, fondée par une équipe d'anciens de la LCR, disparaît en 1984.

En 1984, Jean Le Bitoux lance un nouveau journal *Profils*. « Sa revue Profils pour tous les hommes n'a plu ni aux homos ni aux hétéros, car il est impossible d'évoquer l'homme de face en rassemblant ses profils » dira Voto Leclerc, l'un de ses plus proches amis, non homosexuel.

Mais c'est bientôt pour Jean un 2^{ème} échec sans indemnité de licenciement. Et il se retrouve seul et ruiné, il vivra 3 années dans un 20 m² sur la terrasse d'un vieil immeuble parisien ; sans relâche, jusqu'en 1990, il créera d'autres titres de presse : *La Revue H*, *Murmurs*, *Echo des villes*, *Mec Magazine*, *Tiag*, ou encore la revue *Mœurs*. Il sera aussi collaborateur de

publications internationales (*Journal of homosexuality* de New York, *Tels Quels* de Bruxelles, *Rosa Flieder* de Nuremberg...).

Au milieu des années 1980, Mémoire des sexualités-Marseille invite Jean pour une conférence-débat il parle en particulier des homos paumés et seuls qui sont loin des médias gays d'information qu'il faut trouver les moyens d'atteindre.

Le 25 juin 1984, meurt Michel Foucault (1926-1984), à 58 ans. Jean le Bitoux qui l'avait interrogé, dira : « Je me souviens que ce jour-là, en sortant de chez lui, envahi par un sinistre pressentiment, je me suis saoulé et j'ai sangloté dans le café au coin du square, en face de son immeuble ».

Le compagnon de Foucault, Daniel Defert, prend contact durant l'été avec quelques juristes et médecins, il a le projet d'une immense chaîne de solidarité.

Le 4 octobre 1984, Defert réunit dans son appartement plusieurs militants gays pour leur présenter le projet de l'association *AIDES*, Jean Le Bitoux est de ceux-là. Mais « ils déclinent l'invitation, *AIDES* ne sera pas une association homosexuelle » soulignera Frédéric Martel. Daniel Defert soulignera la leçon qu'il a retenu de l'expérience de Jean le Bitoux avec *Gai Pied* « Une des tristesses de Jean fut de ne pas avoir déposé le titre de *Gai Pied* et lorsqu'il le quitta, il s'en trouva dépossédé. Aussi lorsque je crée *AIDES*, la première chose qu'il me dit fut de déposer la marque. J'hésitai d'abord à traiter cela comme une propriété mais, sentant les conflits, je fis du titre la propriété de la majorité de l'association, aussi je dois à Jean la pérennité du nom de *AIDES* ».

En ce début des années 80, l'urgence c'est le VIH/sida. Lui-même séropositif, Jean s'engage en 1985 à *Aides Ile de France* où il est salarié de 1995 à 2002, il participe à de nombreuses actions de prévention et de soutien aux malades.

En 1985, Gerard Koskovich, historien queer qui partage sa vie entre San Francisco et Paris, l'a rencontré dans les années 80 - grâce à Jacques Vandemborghe - c'est lui qui cofondera le Musée LGBT de San Francisco, il dira : « Quand on nous a présenté l'un à l'autre pour la première fois en 1985, j'étais jeune doctorant, fraîchement débarqué de la Californie du nord. À l'époque, je parlais à peine la langue française, mais Jean était néanmoins ravi d'avoir l'occasion de me poser des questions sur le mouvement gay américain et sur la réponse au sida à San Francisco, une ville déjà touchée de plein fouet par l'épidémie. L'histoire de l'homosexualité était également l'un des thèmes évoqués lors de nos premières rencontres, et notamment les possibilités de créer un lien dynamique entre histoire et militantisme en développant une véritable culture de la mémoire gay. »

Très attaché à l'histoire et à ses oublis, Jean milite déjà activement pour la reconnaissance de la déportation homosexuelle par les nazis au cours de la Seconde Guerre mondiale.

Le 7 mars 1987 il y a une scission à *Aides*, mis en minorité, Frédéric Edelmann, par ailleurs journaliste au Monde, et le docteur Jean-Florian Mettetal démissionnent, ils rejoindront *Arcat-Sida* en 1988.

Jean est journaliste à *Arcat Sida* dès 1987, il deviendra rédacteur en chef du *Journal du sida* de 1990 à 1993, édité par *Arcat-Sida*, et financé par Pierre Bergé.

Le 16 mars 1987, Charles Pasqua, ministre de l'Intérieur, menace d'interdiction à la vente aux mineurs *Gai Pied Hebdo*. Le 18 mars Gérard Vappereau directeur de publication reçoit une

lettre recommandée, à en-tête du ministère, qui invoque l'article 14 de la loi du 16 juillet 1949 (sur l'interdiction d'affichage des publications destinées à la jeunesse) et donne un délai de 15 jours. Et en avril 1987 Charles Pasqua inaugure le « *musée de l'horreur* » destiné à dénoncer la pornographie.

Mais le 27 avril 1987 est lancée la première campagne gouvernementale sur le sida par la ministre de la Santé, Michèle Barzach : « *Le sida ne passera pas par moi* » (alors qu'aux Pays-Bas la 1^{ère} campagne contre le sida date de 1983), et elle autorise la publicité pour la vente de préservatifs.

Le 6 mai 1987, à *L'Heure de vérité*, Jean-Marie Le Pen exploite le thème du sida, il parle des *sidaïques* et prône les dépistages systématiques et les *sidatoriums* : « Les sidaïques, en respirant du virus par tous les pores, mettent en cause l'équilibre de la nation »... « Le sidaïque, il faut bien le dire est contagieux par sa transpiration, ses larmes, sa salive, son contact. C'est une espèce de lépreux »

Le 2 mai 1988, Jean Le Bitoux témoigne de sa séropositivité dans *Médiations* de François de Closet, sur *TF1*, il dira au soir de sa vie : « J'ai voulu témoigner à la télévision du drame collectif que représente le sida. Les corps devenus des lieux de douleur, qui n'ont plus qu'à terminer leur œuvre ». Il précisera qu'il a passé 2 semaines à l'hôpital et vécu 14 chimiothérapies « le sida depuis 26 ans, corps abimé » et citera ses amis disparus qu'il a dû accompagner jusqu'au cimetière, dont certains sont parmi les plus chers : Pierre Mardon, Marco Lemaire, Guy Hocquenghem, Copi, Franck Arnal, Alain Leroy (Jeanne d'Arc), Miralès, Vincent Legret, Michel Politis, etc.

En décembre 1988, parution du 1^{er} numéro du *Journal du sida* qui informe, diffuse des informations rapidement et fait des analyses critiques ; le format papier durera jusqu'en 2013, sous la houlette de Frédéric Edelmann (journaliste au *Monde*), avec Jean Le Bitoux parmi ses collaborateurs ; il est édité par l'association *Arcat sida*, avec Frédéric Edelmann comme rédacteur en chef, avec le soutien de Pierre Bergé ; journal créé par des militants de la lutte contre le VIH, des médecins, des patients qu'on a ensuite appelé des patients-experts ; 227 numéros seront édités jusqu'en 2013

PIERRE SEEL ET LA DEPORTATION HOMOSEXUELLE

Mais Jean s'investit surtout dans ce qui restera le dernier grand combat de sa vie : celui des Triangles Roses et de la mémoire des déporté.e.s homosexuel.le.s. Les propos tenus en 1981 par Mgr Elchinger ont donné lieu à un procès contre cet évêque, engagé par Jean Le Bitoux, Geneviève Pastre et Jacques Vandemborghe, avec l'appui de Me Jourdain (ami proche d'un autre avocat, Jean-Pierre Michel, jeune député de la Haute-Saône).

Ces mêmes propos ont été l'étincelle qui a fait sortir Pierre Seel de ses gonds. Pierre Seel qui s'est contraint depuis sa déportation à Shirmeck en tant qu'homosexuel, lorsqu'il avait 18 ans à Mulhouse, s'est tenu depuis 40 ans dans le silence. Devenu directeur de magasin et père de 3 enfants, il s'était engagé auprès de son épouse à ne jamais parler de sa déportation et à se détourner de ses tendances. Lorsqu'il a entendu l'évêque de son pays natal qualifié d'« infirmes » les homosexuels, il a explosé, considérant que désormais ses enfants étaient grands, il a rompu le pacte conjugal. Il a diffusé un texte s'insurgeant contre ces propos, expliquant sa déportation et en appelant à l'écoute des autorités publiques. Et il ne cessera

pendant des années d'envoyer des bouteilles à la mer (des feuilles tapées à la machines et photocopiées en dizaines d'exemplaires, envoyées par la poste à des destinataires qu'il a repérés dans un guide Gay) pour appeler à l'aide. Jean Le Bitoux a très vite entendu son appel.

Le 28 février 1989, une émission sur la déportation des homosexuels par les nazis, en présence de Pierre Seel et de Jacques Vandemborghe, dans l'émission *Du côté de chez Fred*, animée par Frédéric Mitterrand

En 1989, Jean fonde le *Mémorial de la Déportation Homosexuelle*, avec quelques proches. Il veut obtenir reconnaissance par l'Etat de la déportation pour homosexualité vers les camps nazis. Il se mettra à l'écriture de l'autobiographie de Pierre Seel, déporté homosexuel français, qui paraîtra en 1994.

Il écrira aussi sur le même sujet *Les Oubliés de la mémoire* en 2002 et participera à l'écriture du film *Un Amour à taire* de Christian Faure avec Jérémie Renier (inspiré de la vie de Pierre Seel) qui sortira en 2005.

L'un des objectifs du *MDH* est de pouvoir déposer chaque année une gerbe à la mémoire des triangles roses lors des cérémonies de la journée de déportation, qui a lieu tous les ans fin avril. Mais ce geste de mémoire se heurte à la réprobation de nombreuses associations d'anciens combattants, et souvent à l'indifférence ou à l'hostilité de l'Etat. Les uns et les autres ne supportent pas qu'on ose salir leur mémoire et leurs combats. L'homosexualité a une image scandaleuse et méprisable.

Le 24 juin 1989, Jean lance la *1^{ère} Gay Pride* (première marche avec cette dénomination) à Paris pour redonner un sens politique à des marches devenues strictement commerciales à la fin des années 1980. Jean Le Bitoux met en place la minute de silence pour les victimes du sida à la fin de la marche. C'est l'année de création d'*Act Up* Paris qui se fait connaître par son premier *die in*.

Dans les interviews qu'il donnera pour le documentaire *Le Gai Tapant*, Jean sera heureux de mettre en perspective l'importance de la Gay Pride :

- En 1934 le carnaval de Paris a été interdit à cause du danger de l'extrême droite, or le carnaval est le jour des fous et des grandes fêtes depuis le Moyen Age ; la Foire du Trône est en aujourd'hui un dérivé commercial ; depuis Stonewall en 1969 des marches commémoratives se déroulent dans le monde, aux USA en particulier, mais elles sont massacrées par la police
- Après 1989, la *Gay Pride* ira en croissant de façon exponentielle avec 6 000 personnes à Paris en 1992, 20 000 en 1994, 60 000 en 1995, 100 000 en 1996, 300 000 en 1997 et 500 000 en 1998

Au seuil des années 1990, Jean le Bitoux, Pierre Bergé, Christophe Girard, Pascal Loubet, Didier Lestrade et Jacques Rosselin se voient souvent dans la perspective de la création du journal *Têtu* (titre trouvé par Loïc Prigent, dira Christophe Girard). *Têtu* paraîtra en 1995.

En 1990, à *AIDES* Jean le Bitoux s'occupe de la prévention en milieu gay, il coordonne le groupe *Pin'Aides*, il crée des brochures, des flyers à diffuser dans le milieu commercial gay. Il devient aussi délégué du personnel.

Le 29 avril 1990 le *Mémorial de la Déportation Homosexuelle (MDH)* écarté de la cérémonie officielle, effectue un dépôt de gerbe quai de la Tournelle à 11h30, Pierre Seel dépose une

gerbe de roses, au son de la chorale gaie EquivoX, Thierry Meyssan fait une allocution au nom du MDH. (Thierry Meyssan a obtenu d'être le 1^{er} président du Mémorial de la déportation homosexuelle, mais ses relations avec Pierre Seel, comme avec Jean Le Bitoux se détérioreront rapidement...).

Le MDH demande la reconnaissance de la déportation, expliquant qu'il y a eu 10 à 15 000 déportés homosexuels. « L'histoire, c'est toute l'histoire », déclare Jean, qui souhaite « L'inscrire dans l'histoire de France. ». Et Pierre Seel explique qu'il a été enrôlé « dans le commando qui a construit le four crématoire du Struthof ».

Le 13 octobre 1990, le journal *GI* (de David Girard) n°49 informe que la *fondation* Mémoire des Sexualités organise une soirée-débat sur la déportation des homosexuels sous le régime nazi au centre Beaubourg, Jacques Vandemborghe a réuni Hans Georg Stumke, historien allemand auteur du livre « Rosa Winkel, Rosa Listen » (Triangles roses, listes roses), Jean Boisson, auteur de « Le triangle Rose » (Laffont, 1988) et Pierre Seel, ancien déporté.

Le 7 décembre 1990, à Paris, Jean annonce l'ouverture de la première *Maison des homosexualités* avec Frédéric Edelman (au 25 rue Michel-Lecomte, qui a vu naître l'association AIDES en 1984). Il est soutenu par Dominique le Fers de Aides Ile de France, Jean parle d'un *Centre gai expérimental*. L'AFLS n'est pas prévenu et il n'y avait pas de subvention prévue, mais l'AFLS finance immédiatement l'initiative. Frank Arnal et Didier Lestrade qui participaient jusque-là aux discussions sur le sujet, dénoncent le putsch.

Mais la machine est lancée, le lieu ouvre le 10 décembre, sans structure légale, il est porté pendant 2 ans par l'association Civis, sans que cette Maison des Homosexualités soit elle-même constituée en association. Elle est toutefois un lieu inter-associatif, quelque peu parasité par des querelles internes. C'est la préfiguration du *Centre LGBT* de Paris en 1993.

En avril 1991, pour la 1^{ère} fois, le MDH peut déposer une gerbe de fleurs en mémoire des homosexuels déportés auprès du monument commémoratif à Paris.

En 1992, le journal *Gai Pied* cesse de paraître, après 541 numéros ; Didier Lestrade qui y est journaliste depuis 1986, déclarera « Gai Pied, c'est lui seul la communauté pédé ! ». Jacky Fougeray qui y a été rédacteur en chef de 1980 à 1982, dira que le journal a eu un tel prestige que 10 ans plus tard, certaines personnes affirmeront toujours l'acheter. Dans sa dernière période un groupe rédigeait *Gai Pied Madame* pour traiter des questions de société, de consommation et de mode, parmi eux Didier Lestrade et Jean-Luc Coulavain fondateurs d'*Act Up*, et Patrick Cabasset et Jean-Louis Toplexil. Puis *Act Up* s'installera dans les locaux historiques du journal *Gai Pied*.

En 1992, face au sida, le TRT5 parvient à débloquent l'arrivée des antiprothéases, le TRT5 est un groupement inter-associatif de 5 associations de lutte contre le Sida (*Act Up-Paris*, *Aides*, *Arcat-sida*, *SIS* et *Sol en si*) qui constitue un groupe d'experts de malades, focalisé sur des problématiques liées au traitement de l'infection à VIH et à la recherche en ce domaine ; « C'est la plus grande réussite du mouvement associatif français dans le domaine des traitements » dira Didier Lestrade ; les antiprotéases arriveront 4 ans plus tard.

En 1994, parution du livre-témoignage de Pierre Seel, coécrit avec Jean le Bitoux, *Moi Pierre Seel, déporté homosexuel* (dont le titre est un clin d'œil au livre de Michel Foucault *Moi Pierre Rivière...* notera Daniel Defert) ; « Pierre Seel, être écorché vif, passionné, passionnant, qui s'était trop longtemps tu, avait une soif inextinguible de partager son histoire » écrira Stéphane Corbin ; grâce à ce livre, un an plus tard, Pierre Seel obtiendra sa

carte de déporté, mais pas le statut de déporté homosexuel avec toute la reconnaissance que cela pourrait impliquer, y compris en terme d'indemnisation pécuniaire.

Avril 1994, invité par *Mémoire des sexualités*, Jean intervient à Marseille, dans l'auditorium du Musée d'Histoire de la Ville, pour parler de la déportation des homosexuels, aux côtés d'Emile Témime, historien des migrations.

Les 8-9 avril 1995, se déroulent à Paris, les *Etats généraux Homosexualité et sida* organisés par la fédération Nationale de *AIDES*, *Act Up Paris*, *ARCAT-Sida*, *Centre Gay et Lesbien*, *David et Jonathan*, *fédération Gemini*, *Lesbian & Gay Pride*, *Santé et Plaisir Gay*, *Sida Info Service*, avec discours de Jean Le Bitoux et Marie Mongolita Defiante (des *Sœurs de la perpétuelle indulgence*) ; il y a plusieurs ateliers (sur les lieux de dragage, le sexe homo gay et lesbien, forums "La reconnaissance sociale des homosexuel/les", "Les façons d'être homosexuel"), une synthèse des ateliers est présentée, suivie d'une table ronde "Statut sérologique, identité, visibilité, solidarité" et d'une présentation résultats du questionnaire diffusé en début de colloque. "Merci de faire de cette rencontre qui vous appartient en élan pour demain" dit Jean Le Bitoux en ouverture, après avoir noté que de telles rencontres sont rares (depuis les UEH de 1985 et 1987 à Marseille et les Etats généraux sur le sida au Bataclan en 1991)

Le 23 juin 1995, *La Nuit gay* est une émission intégralement consacrée à l'homosexualité sur Canal Plus, avec Alain Burosse de *Gai Pied* et d'autres, Jean le Bitoux a aidé la journaliste de Canal Plus Joëlle Matos à la préparer, rares sont les personnalités qui osent témoigner, hormis Jean-Claude Dreyfus et Jimmy Sommerville

Le 24 juin 1995, près de 60 000 personnes défilent dans Paris pour la *Gay Pride. Act Up* brandit les slogans "Folles perdues, folles furieuses", "Je cherche un mari, le mien est mort". C'est le plus grand succès de l'histoire du mouvement homosexuel français. Jean-Sébastien Thirard est président de la *LGP (Lesbian & Gay Pride)* de Paris. La fête du soir à l'Aquaboulevard est un immense succès

En janvier 1997, après une grève de certains personnels à *Arcat-Sida*, Frédéric Edelman, président de l'association qui a subi de plein fouet l'échec financier du Sidaction 96, met en place un nouveau directeur général, Jean-Marie Fauché, directeur du centre d'aide aux toxicomanes *Nova-Dona* (à l'hôpital Broussais, à Paris) et membre du *Conseil national du sida*. Le nouveau directeur insiste sur la nécessité de regrouper les revendications de *Aides*, *d'Arcat* et *d'Act Up* pour arriver à peser davantage auprès du ministère, et souhaite que le *Journal du Sida*, activité phare d'analyse et de réflexion d'*Arcat-Sida*, s'ouvre au-delà du milieu associatif vers les personnes touchées, les hauts fonctionnaires, les cliniciens, les bénévoles, etc.

En 1997 l'*Europride* Paris rassemble 300 000 personnes. La *Marche des Fiertés* LGBT de Paris est désormais chaque année la plus importante manifestation de France.

Il y a des divergences de vue entre Jean et *Act Up Paris*. Dans le documentaire qui sera réalisé beaucoup plus tard, *Le Gai Tapant*, Didier Lestrade, co-fondateur d'*Act Up*, se dira « en désaccord sur tout » avec Jean Le Bitoux, tout en reconnaissant l'importance du militant dans l'histoire du mouvement LGBT. Philippe Mangeot, président d'*Act Up-Paris* de 1997 à 1999, ne sera guère plus tendre avec le fondateur de *Gai Pied* dans un texte pour *Action*, la revue de l'association, en 1999. Il lui reproche de cultiver une posture de « statue du commandeur ».

C'est pourtant Jean Le Bitoux qui a publié dans le *Journal du sida*, en 1991, un long reportage sur *Act Up* New York (Révolte de rue), signé Christophe Martet. Dans ses mémoires, *Citoyen de seconde zone*, en 2003, Jean se montrera très critique vis à vis de l'association *Act Up-Paris* et de ses méthodes musclées. « Il faut gueuler mais pas casser la gueule aux gens ; après, on tombe soi-même dans le piège de ce que l'on dénonce. (...) Mais ils savent déjà tout ça, mes amis d'Act Up ... ».

En 1998, Hussein Bourgi rencontre Jean, il deviendra président du Mémorial de la Déportation homosexuelle. Il racontera en 2010 : « J'avais eu des difficultés à organiser une cérémonie de dépôt de gerbe fin avril à Montpellier pour la journée de la déportation. Il m'a passé un coup de fil et m'a invité chez lui au lendemain de la Lesbian & Gay Pride. Il y avait aussi des représentants d'associations de province. C'est devenu un rituel, on se retrouvait là chaque année... Il pouvait traiter les anciens déportés ou anciens combattants qui n'iaient la déportation homosexuelle de révisionniste ou négationniste. Il fallait oser, quand même », expliquant pour sa part « Nous essayions de faire preuve de diplomatie, mais la diplomatie, ce n'était pas son fort. ». Il se rappellera de Jean Le Bitoux comme « quelqu'un de profondément en colère, indigné par les injustices ».

Hussein Bourgi se souviendra aussi de l'humour et de sa capacité d'autodérision de Jean Le Bitoux, livrant une anecdote : « Nous l'avons accompagné à un rendez-vous au ministère [des Anciens Combattants], parce qu'il voulait que des associations de régions soient présentes. Il y avait toute une flopée de conseillers. Il a piqué une colère en disant qu'on nous faisait venir pour rien qu'on perdait du temps. Il a fait mine de partir plusieurs fois, puis nous avons effectivement quitté la réunion. Les gens du ministère nous ont rattrapés dans les escaliers. C'était assez spectaculaire. Nous qui l'accompagnions, nous étions surpris et intimidés. Quand la réunion s'est terminée, nous avons descendu les escaliers dans un silence de plomb. Quand nous sommes arrivés sur le boulevard, il est parti d'un fou rire, en nous disant “ vos têtes ! ” Il avait fait un véritable numéro, il avait surjoué la colère pour marquer les esprits d'en face. “ Ils nous reçoivent une ou deux fois par an, il ne faut pas qu'ils pensent qu'on est satisfaits de la situation ”, nous a-t-il dit. »

En 2001 l'historien canadien Michael Sibalès écrit la notice « Le Bitoux, Jean (b. 1948) » dans le *Who's Who in Contemporary Gay & Lesbian History from World War II to the Present*, dirigé par Robert Aldrich et Garry Wotherspoon, Londres, Routledge, pages 240–241

En avril 2001, l'obstination de Jean pour la reconnaissance des Triangles roses finit par payer, le Premier ministre de l'époque, Lionel Jospin, reconnaît la déportation homosexuelle. Le président de la République, Jacques Chirac, lui emboîtera le pas en 2005, en demandant aux Préfets de convier les associations LGBT+ aux cérémonies de commémoration de la déportation.

En 2001, Bertrand Delanoë, tout juste élu maire de Paris, le nomme à la tête d'une mission de préfiguration d'un futur Centre d'Archives LGBT, il est pour cela salarié de l'association *Centre d'archives et de documentations homosexuelles de Paris (CADHP)* présidée par Stéphane Martinet.

En 2002, parution du livre de Jean le Bitoux *Les Oubliés de la Mémoire* qui à partir de sources nombreuses, de témoignages, d'entretiens avec Jean-Paul Sartre et avec Michel Foucault, restitue cette histoire refoulée et s'interroge : pourquoi les homosexuels déportés sont-ils les oubliés de notre mémoire collective ?

En avril 2002, Pierre Seel et Jean Le Bitoux se rendent ensemble à Strasbourg - ce qui est une épreuve difficile pour Pierre qui n'est plus revenu dans la région de ses malheurs et ne veut plus entendre ni parler l'allemand -, ils visitent le camp du Struthof, participent à une rencontre-débat dans une librairie et déposent une gerbe au monument aux morts avec les autres associations de déportés.

Le 24 juillet 2002, Jean Le Bitoux intervient sur *Le guêpier des années Gai Pied* lors du colloque Vingt ans de dépénalisation... et après ? dont Christian de Leusse est l'un des organisateurs, au cours de la 4^{ème} Université Euroméditerranéenne des Homosexualités, à l'Hôtel de Région Marseille. Des acteurs et actrices majeur-es de cette période sont invité-es à prendre la parole. C'est une journée de haute qualité par la présentation de ces combats essentiels qui ont marqué l'insurrection homosexuelle. Gérard Bach-Ignasse parle du combat pour la dépénalisation, Jacques Fortin de la raison d'être des *UEH*, Suzette Triton-Robichon de la radicalisation des lesbiennes de la fin des années 1970, Jean-Michel Rousseau et Catherine Gonnard de l'histoire militante du *CUARH* et d'*Homophonies*, Catherine Marjollet de *Lesbia*, Lionel Soukaz du cinéma homosexuel à partir du film *Race d'Ep*. La parole de Jean est rare depuis 1983 sur les raisons de son retrait de Gai Pied, son analyse est très attendue, il explique brillamment la cohérence de sa démarche alors, ainsi que ses multiples combats engagés par la suite (voir en Annexe).

Lors de cette même Université d'été, un atelier intitulé *Les oubliés de la mémoire* est animé par Jean Le Bitoux, c'est l'occasion de faire le point sur les dépôts de gerbes en France, concernant la déportation des homosexuels, et de constituer un réseau national. Mathieu Chaimbault à Lille avec les *Flamands Roses*, Fabrice Bosque à Bordeaux, Jean-Christophe Goulier et Jocelyn à Rouen avec le collectif *Comme ça*, Philippe à Strasbourg avec les Oubliés de l'histoire, Christian de Leusse avec *Mémoire des sexualités* à Marseille, expliquent les difficultés qu'ils rencontrent pour se faire accepter dans le milieu des associations de déportés et admettre dans les cérémonies officielles. Inlassablement Jean rencontre les associations de déportés et les services ministériels, répond aux invitations des associations gays sur le terrain, mais aussi suit avec attention la *Pink Triangle Coalition* qui a financé le film *Paragraphe 175*. Il parle du dynamisme de l'association *Hosi* en Autriche qui a fait connaître le témoignage de Heinz Hegger. Enfin l'animatrice des *Archives gays et lesbiennes* de Moscou, Elena Goussiantinskaïa, présente par chance à cette *UEEH*, explique ses difficultés à visibiliser les homosexuels déportés.

En novembre 2002, parution du premier (et dernier) n° de la *Revue du Centre d'archives et de documentation homosexuelles de Paris (CADHP)* sous la direction de Jean Le Bitoux qui active tout son réseau intellectuel et militant, le colloque de l'*Inter LGBT* d'avril 2002 avait permis d'en présenter plusieurs textes ; le maire de Paris, Bertrand Delanoë, qui lui a donné l'impulsion politique et financière a écrit le 2 mars 2001 dans un courrier aux 40 associations membres du conseil politique de la *Lesbian & Gay Pride* : « L'amnésie fait le lit de l'intolérance et du rejet » ; Christopher Miles - administrateur du théâtre national de l'Odéon - président de l'association de préfiguration du *CADHP* présente le projet, Florence Tamagne en est vice-présidente ; la Revue est, dans la forme et dans le fond, une haute expression de toute une partie de la vie militante de Jean le Bitoux, dans la forme elle reprend le logo de la *Fondation mémoire des homosexualités* (créée au début des années 1980, première intention non aboutie à une époque où les autres investissements était trop nombreux), et elle met en avant tous les amis et collaborateurs que Jean est arrivé à drainer au cours de sa vie militante et professionnelle, les contributions rassemblées sont de grande qualité.

Malheureusement, Jean ne pourra pas poursuivre sa mission, il sera bientôt licencié de CADHP pour cause d'absence de résultats. Et les archives de Gai Pied dont il souhaitait s'occuper resteront à l'abandon. Hussein Bourgi explique qu'« il en gardera un goût amer et s'en voulait beaucoup à lui-même ». Plusieurs hypothèses peuvent expliquer cet échec, des raisons de santé, l'absence de co-financements ainsi il se retrouve également ballotté entre la Ville, la Région, et le ministère, les difficultés de fédérer le milieu LGBT concerné, etc.

En 2003 Jean publie *Citoyen de seconde zone*, trente ans de lutte pour la reconnaissance de l'homosexualité en France (1971-2002) coécrit avec Hervé Chevaux et Bruno Proth.

En 2005, parution de livre de Jean le Bitoux *Entretiens sur la question gay*, il contient plusieurs interviews de personnalités célèbres, dont celle de Michel Foucault.

Le 24 avril 2005, Journée nationale du souvenir de la déportation à Paris, la police empêche Jean Le Bitoux de participer à la cérémonie.

En 2006, Jean intervient à l'occasion de la Journée nationale de la Déportation à Bordeaux, ville chère à son cœur, accueilli en particulier par ses amis du MDH, Fabrice Bosque et Julien Pellet.

En août 2008, Jean participe à une fête de famille, à Doélan en Bretagne pour fêter ses 60 ans.

Le 21 avril 2010, mort de Jean le Bitoux (1948-2010), à 61 ans, le cancer ajouté au SIDA l'a anéanti. Il est incinéré au colombarium du cimetière du *Père Lachaise*, en présence de très nombreux amis, en particulier d'Emeric Papiol son amant et d'Ibrahima Diarra (dit Ladri) qui chante en lui « l'ami intégral, mon ami mon frère ». Puis selon ses dernières volontés, ses cendres sont enterrées au pied d'un baobab dans le village de Pesseribougou, celui de Ladri son dernier compagnon, au Bois sacré, au Mali.

Une cérémonie du souvenir aura lieu un mois plus tard en mémoire de Jean.

C'est le temps des souvenirs qui sont rappelés par de nombreux proches, oralement et par écrit.

Les propos de Simone de Beauvoir qui l'avait conseillé au début des années 1970 résonnent encore : "Si le mouvement révolutionnaire a du mal à vous accepter, vous n'avez qu'à être plus révolutionnaire que les révolutionnaires".

René de Ceccaty : « Jean, comme quelques autres figures de militants charismatiques, avait la capacité de reconnaître, d'accepter, d'entraîner ceux qui le comprendraient, l'aideraient, lui apporterait soutiens et idées... Jean aura été déterminant sur le chemin d'une conquête de justice et de liberté... Jean parlait, avec humour, de son enfance, de son adolescence, où il avait été à la fois bloqué et libéré... La maladie l'attendait comme beaucoup de ses contemporains. Mais dans la maladie même, il avait réinventé un combat. Comme Gilles Barbedette, comme Alain-Emmanuel Dreuilhe, comme Conrad Detrez, comme Hervé Guibert, comme Cyrille Collard, comme Pascal de Duve, comme Hélié Lassaigue, comme Guy Hocquenghem, comme Christophe Bourdin, comme Jean-Baptiste Niel. Et bien sûr, comme Michel Foucault. Ceux qui, même s'ils n'avaient certes pas une âme de soldat, savaient se battre. Non contre des frères, mais contre le mal et contre le silence. Avec un courage qu'il faut bien désormais qualifier de romantique ».

Daniel Defert : « La discrétion têtue et l'élégance intellectuelle de Jean le Bitoux lui ont permis d'être incroyablement fédérateur de mouvements, d'événements, de personnalités et de générations. Pendant quarante ans, il a été là, où s'est nouée notre histoire : la rencontre publique de l'homosexualité et de la politique, de l'homosexualité et des médias, de l'homosexualité hélas et du SIDA, et enfin la constitution d'une mémoire de l'homosexualité militante... Au fond, Jean était au fait de tous les enjeux juridiques, sociaux, médicaux qui avec le SIDA s'étaient greffés sur les enjeux affectifs, sexuels, identitaires qui avaient grossi les rangs de la lutte et notamment les rangs de la Gay Pride dont il fut pendant plusieurs années le fédérateur et le président. Il fut à l'origine de ces moments de mémoire des morts du SIDA qui clôturait les Gay Pride »...« Il n'avait pas la flamboyance d'un Guy Hocquenghem. Il était discret. Il avait une certaine conception de son combat qui était différente de celle majoritaire alors dans le milieu gay. Ce n'était pas pour lui un combat identitaire. La vie gay est une des formes de la vie sociale, elle est impliquée dans bien d'autres combats...Il a œuvré pour une visibilité homo. Il disait qu'il fallait inventer le contenu d'une vie gay et en cela, il était en phase avec Michel Foucault...Son axe majeur a été d'être un militant de la visibilité mais aussi de la mémoire. Il a rassemblé des tonnes d'archives sur le mouvement gay et son histoire. Il espérait la création d'archives gays, comme cela s'est fait dans des grandes villes américaines ».

L'un de ses amis proches, Voto Leclerc : « Il avait un caractère tellement entier qu'il s'est engueulé avec beaucoup de monde et ça a freiné pas mal de projets » et Voto rappelle les noms de ceux qu'il est allé rejoindre, « ses deux meilleurs amis, Philippe Béraud et Pierre de Ségovia, et les autres, Pierre Mardon, Marco Lemaire, Alain Druel, Romuald Joly, Gérard Vappereau, Alain Prique, Michel Foucault, Gilbert Saurez, Michel Politis, Antoine Pingaud, Alain Leroy, Copi, Guy Hocquenghem, Gilles Barbedette, Cécilio, Philippe Salvé, et tant d'autres »

Un recueil de textes dirigé par Hussein Bourgi *Jean Le Bitoux passeur de mémoire, 1948-2010* est publié par Mémoire active en 2010. Dix ans après sa mort, que reste-t-il de Jean Le Bitoux ? Craignant de ne pas être assez objectif, Hussein Bourgi préfère laisser aux historien.ne.s le soin de faire le bilan de ce qu'a légué le militant au mouvement LGBT+ français. « Il voulait travailler sur le sujet de la sexualité dans les camps de concentration. Et on le sait beaucoup moins, mais il était aussi très indigné du sort fait aux sans-papiers. Il a aidé énormément de sans-papiers, il leur rédigeait des papiers ou sollicitait des personnalités pour obtenir des régularisations », confie-t-il au passage.

Pour Gerard Koskovich, souvenirs personnels et appréciation historique se mêlent : « Copain généreux, homme d'esprit, de fougue et même d'entêtement ... Jean était tout cela à la fois. Son travail acharné a apporté une contribution monumentale au progrès du mouvement LGBT français...Lui qui était si engagé en faveur de la mémoire, en fait désormais partie intégrante ».

Et la Ville de Paris devait dévoiler en avril 2020 une plaque en son honneur au 45, rue Sedaine, siège historique de Gai Pied (et d'Act Up-Paris ensuite). Un projet reporté en raison de l'épidémie de Covid-19.

Hussein Bourgi, qui est en possession de ses archives, indique que Jean Le Bitoux les a léguées à la Ville de Paris, à condition qu'il y ait un Centre d'archives LGBT. Une façon de militer encore, même après la mort.

Un jardin public de la ville de Montreuil-sous-Bois, angle des rues Paul-Bert et Etienne Marcel, porte son nom depuis le 15 mars 2014.
La bibliothèque du Centre LGBT Paris-Île-de-France porte le nom de Jean Le Bitoux et une plaque y est apposée.

ANNEXE

Intervention de Jean Le Bitoux

Université d'été euroméditerranéenne des homosexualités (UEEH)

20-26 juillet 2002

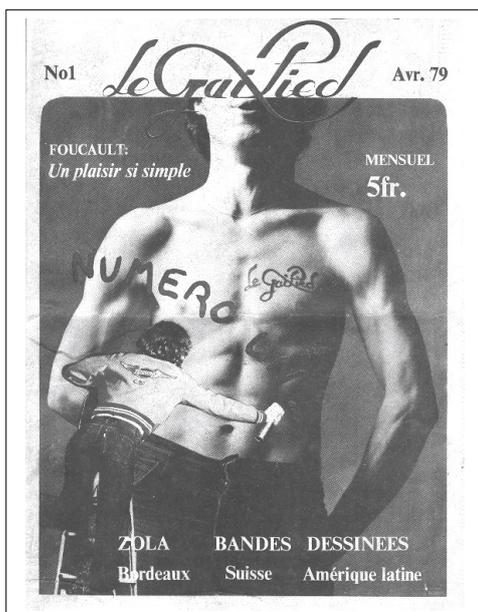
Colloque **Vingt ans de dépénalisation... et après ?**

Marseille (l'Hôtel de Région)

LE GUEPIER DES ANNEES GAI PIED

Transcription réalisée par Pascal Janvier (Mémoire des sexualités – Marseille)

Jean Le Bitoux : Bonjour, je suis heureux de vous présenter une écriture que j'ai préparé sur l'histoire du journal Gai Pied. Ce journal qui parut de 1979 à 1992 et qui à ce titre est emblématique de l'histoire de la communauté homosexuelle, du mouvement homosexuel. J'ai titré mon intervention "Le guêpier des années Gai Pied", car durant ces 13 années nous nous sommes retrouvés face à de graves difficultés, de graves débats que je souhaite aujourd'hui exposer.



Quand en avril 1979 sorti dans 2 000 kiosques de France le premier numéro de Gai Pied, la situation politique est extrêmement tendue. Un an plus tôt la Gauche avait perdu les élections législatives (contrairement à toutes les prévisions), Giscard avait refusé la grâce au dernier condamné à mort, et les mouvements d'extrême gauche étaient victimes de très sévères répressions. Dans ce climat liberticide, de nombreux militants homosexuels décidèrent pourtant de s'investir dans le lancement d'un média d'information, de liaison et de visibilité homosexuel.

Cette présence en kiosque fut un défi politique, quand l'ensemble de la presse homosexuelle avait été interdite l'année précédente, et que Libération

et/ou le Nouvel Observateur étaient régulièrement traînés devant les tribunaux pour oser publier des petites annonces de rencontre. Ces militants (qui deviendront journalistes) étaient issus des GLH (Les Groupes de Libération Homosexuelle) et principalement du GLH PQ de Paris, et de nombreux responsables des GLH dans les régions devinrent les correspondants régionaux de ce nouveau mensuel.

Quelque mois plus tôt, un camp d'été avait réuni les protagonistes de ce projet (au Mazel, en Provence). Nous y vécûmes à une trentaine, avec une fête tous les soirs. Nous avons annoncé cette rencontre en passant une petite annonce dans Libération. La police, qui s'en était inquiété, est venue nous rendre visite dans ce manoir du 17^{ème} siècle à moitié en ruine, que son propriétaire (un ami d'Avignon) nous avait laissé pour l'été, avant de le mettre en vente. Une nuit, tous les pneus de nos voitures furent lacérés. Sur la place du village, un car de police nous observait ostensiblement. Mais nous avons l'habitude, et nos réunions de travail furent très fructueuses. Nous n'avons pas lieu d'être intimidés par une certaine hostilité locale, car ce n'était pas notre premier camp d'été. J'avais déjà chroniqué dans Libération sur le camp de l'année précédente, avec nos amis d'Amsterdam. Un rassemblement qui avait également provoqué quelques secousses telluriques en plein Quercy.

De nombreux soutiens

Pour ce projet de journal, nous disposions du soutien de très nombreux intellectuels. Durant les années précédentes, ils avaient été très attentifs à nos agitations politiques. Notamment en janvier 1978, au festival de la Pagode quand nous fûmes à la fois victimes d'une interdiction gouvernementale, de l'attaque d'un commando d'extrême droite et de deux manifestations de rue réprimées par la police (l'une aux Tuileries et l'autre en pleine nuit rue Sainte Anne). Guy Hocquenghem et moi-même étions alors candidats à Paris, en campagne pour les législatives de mars 1978. Avec également Alain Secouet et François Graille. L'attaque

d'expression, surtout en matière de sexualité. Et quand 10 ans plus tard, l'un de ses successeurs au ministère de l'Intérieur, Charles Pasqua, cru avoir la peau de Gai Pied, celui-ci commisit une lourde erreur. Le ministre de la Culture de son propre gouvernement, François Léotard, se désolidarisa de cette censure moralisante et d'un autre âge, sans compter les réactions, les soutiens de nombreux politiques, d'intellectuels et d'artistes.

Les objectifs de départ

En créant Gai Pied, l'objectif premier était d'opérer une coupure entre militantisme et journalisme. Ce qui ne fut pas toujours bien compris. Pour ma part j'étais ressorti épuisé des élections législatives de 78, j'avais démissionné du GLH-PQ. Bref, une fois ce projet de presse ficelé, nous sommes allés le présenter à la réunion nationale (non loin d'Avignon) où s'étaient retrouvés les Comités Homosexuels d'Arrondissements de Paris (qui avaient succédé aux GLH). Nous avons alors déclaré que ce projet étant exclusivement professionnel, que nous souhaitions avoir recours au salariat pour consolider cette aventure. Cette annonce offusqua de nombreux militants. La sortie des années 70 était vraiment difficile. C'est pourquoi, durant l'été 79, tandis que se tenait la première Université d'Été Homosexuelle de Marseille et que Gai Pied était déjà en kiosque (depuis cinq mois), Jacky Fougeray (alors rédacteur en chef) et moi-même décidâmes de nous rendre plutôt à Francfort pour le rassemblement du mouvement homosexuel allemand, dans un campus universitaire avec Gay Pride dans la ville.

Le CUARH fut fondé lors de cette première UEH. Et durant des années, les rapports entre les militants du

CUARH et ceux de Gai Pied furent plutôt aigres-doux. Le CUARH décida de lancer son propre mensuel, sans doute insatisfait de la place que lui laissait Gai Pied dans ses colonnes. Refusant longtemps de publier des annonces de rencontre ou des nus masculins, Homophonies critiquera l'insuffisante mixité de Gai Pied, ses photos qui exhibaient des sexes masculins et des petites annonces trop sexistes, sans vouloir comprendre que nous étions alors dans un défi frontal face à la censure. Pourtant tout le temps où je dirigeai Gai Pied une chronique lesbienne fut régulièrement publiée, bien que la proportion de lectrices ait été infime. En quatre ans de direction de Gai Pied je n'ai jamais eu un procès pour falsification de propos ou pour obstruction de la liberté d'expression. Je m'en honore alors que plusieurs centaines de personnes publièrent leur prose dans Gai Pied, entre 1979 et 1983.

Les pages du journal se partageaient entre information internationale, politique, information des régions, critiques culturelles, petites annonces, et un courrier des lecteurs conséquent (que je suivis personnellement durant quatre ans). Je sautais souvent dans les trains afin de rencontrer ceux qui ne vivaient pas les facilités de la vie parisienne, et pour entendre les critiques des lecteurs qui ne le trouvaient pas assez ou trop militant.

Le financement du journal

Pour son lancement, Gai Pied avait bénéficié de traites de l'imprimerie de la Ligue Communiste Révolutionnaire. Et je les en remercie encore aujourd'hui. Car il s'agissait de traites payables à 90 jours, quand le diffuseur (les NMPP) nous remboursait nos ventes à 60 jours.

Normalement, les imprimeurs demandent toujours de l'argent avant que les diffuseurs vous en aient remis. Ce qui, financièrement parlant, fut une aide précieuse. D'autre part, le journal profita de l'hébergement gratuit dans mon propre appartement (situé au 188 bd Voltaire), et ce pendant plus d'un an. Temps au bout duquel nous pûmes louer une minuscule boutique au 64 rue de la Folie Méricourt, avant d'investir durant les années Mitterrand un local plus confortable au 45 rue Sedaine. Le premier salarié fut le standardiste qui cumulait les fonctions d'accueil et d'information, et d'orientation du public. Le succès sera au rendez-vous, confirmant des vocations, des intelligences et des écritures. C'est ainsi que les ventes mensuelles réussirent à s'élever à plus de 30 000 exemplaires (au printemps 1982).

Cependant un insidieux débat sur la question de l'argent fera basculer l'histoire de ce journal, la nature de ce journal. D'abord très réticent, je fini par admettre qu'un passage à un format hebdomadaire ne pourrait qu'accroître notre force d'impact politique et médiatique. Mais cette nouvelle périodicité fit que le rythme publicitaire s'emballa. On me signala amicalement qu'une publicité valait des milliers de lecteurs potentiels, et qu'il fallait donc choisir entre le lectorat et la publicité, d'autant que le lectorat était désormais captif mais pas exponentiel alors que les ressources faramineuses de la pub permettaient d'accroître l'importance du journal. Sauf que la publicité non homosexuelle marqua très vite le pas. Et bien que de mon côté je me sois employé à négocier avec certains éditeurs, la consommation générale, non homosexuelle, n'arriva jamais. De fait, cette fameuse manne publicitaire se limita à suivre l'expansion économique du milieu gay qui alors était très forte, qu'en tant que militant nous avions ouverte et dont nous avions soutenu bon nombre d'espace de liberté. Alors que je protestais de cette orientation, un responsable du journal me déclara qu'après tout, les homosexuels n'avaient que la presse qu'ils méritaient. Les lecteurs étaient injuriés, les journalistes humiliés.



Avec le passage à l'hebdomadaire en 1983 (numéro 45), la publicité gay avait tout envahi. La couverture, les publi-reportages qui copiaient nos maquettes, des pages de consommation qui renvoyait directement à la publicité, et des fausses petites annonces qui appelait indirectement à la consommation.

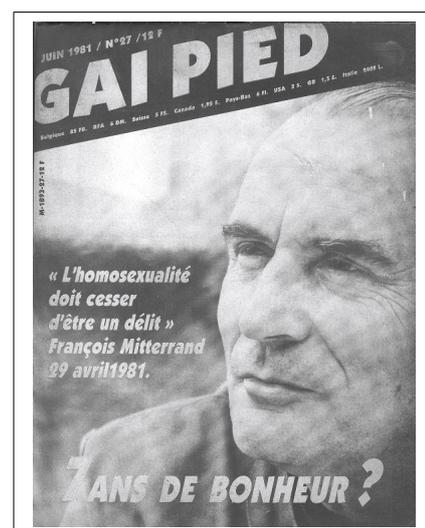
David Girard y faisait paraître à prix d'or, ou avec la complicité de certains, ces encarts qui ressemblaient fort à de la prostitution, ce dont il ne s'est jamais caché ensuite. Pour nous, publier des encarts c'était courir le risque d'être accusé de proxénétisme. Etant moi-même directeur de la publication, cela représentait pour moi un danger réel. D'autant que le fait que Gai Pied publiait de telles annonces a fini par

se savoir, et du coup de nombreux prostitués demandaient à leur tour d'être publiés, ce qui était une situation absolument invivable. Là-dessus je demandai la démission du responsable de la publicité, que je fini par obtenir.

Cependant je n'avais pas, ou peu, accès aux véritables stratégies des négociations publicitaires, puisqu'on négociait sans que j'en sois informé. J'en arriva à me demander si je devais partir, en tant que responsable d'un bateau totalement ivre. On annonça également à l'équipe rédactionnelle qu'il fallait désormais cesser de critiquer les établissements commerciaux dont la publicité alimentait nos colonnes. Alors que certains, en particulier les saunas, pratiquaient le racisme et/ou la discrimination de l'âge.

Une certaine dérive rédactionnelle

Au niveau politique, au sens large, les choses n'étaient pas plus simples. La célèbre couverture de Mitterrand avec cette interrogation sur sept ans de bonheur fut chèrement acquise en direction, car certains trouvèrent cette couverture beaucoup trop politique, qu'il valait mieux mettre un joli jeune homme attrayant en couverture. Mais les couvertures avaient cessé depuis longtemps d'être véritablement politiques. Elles étaient au mieux journalistique, au pire de consommation. Plus tard, lors des massacres de Sabra et de Chatila, certains journalistes d'origine d'arabes voulurent publier une protestation sur ce carnage que nous avons réussi à publier in extremis. Mais ce faisant, nous eûmes la sensation que nous étions au bout d'une conciliation possible. L'article avait été bloqué durant plusieurs semaines en direction.



De plus le rythme hebdomadaire obligeait à écrire pour quatre ou cinq numéros à l'avance. Ainsi l'actualité n'avait plus de hiérarchie, de sens, alors que le militantisme était déjà en crise et que le sida n'allait pas tarder à faire ses ravages.

Démission groupée

En juillet 1983 nous fûmes une trentaine à démissionner. Nous allâmes aux UEH nous en expliquer, quelques jours plus tard. Le temps d'imprimer en 24 heures un petit journal d'explication intitulé "Gai Pied au cul".

Un vote lors d'une assemblée générale nous avait mis en minorité. Et au terme de ces batailles frontales, l'Assemblée Générale avait donc désavoué la majorité des journalistes dans leur volonté de restaurer l'identité journalistique de Gai Pied. Je fus le seul membre de la direction à soutenir la protestation des journalistes, et le seul salarié à démissionner avec eux. Les autres, notamment les administratifs et les investisseurs, arguant de la fragilité financière du journal, votèrent contre notre projet visant à restaurer une éthique journalistique en péril dans cette aventure historique. Mais, hélas, il était bien trop tard. Michel Foucault, Jean Paul Aron et bien d'autres avaient déjà cessé de collaborer.

Nous avons
lecteurs avaient
décidés de
d'Eaubonne,
George, Antoine
Guérin. Il y avait
régionaux, dont
Ségovia ou
Barcelone, Denis
encore Alain-



L'affaire fit
n'avait jamais vu

fondateur démissionner de son propre journal. Contrairement au procès contre Hersant, qui venait d'avoir lieu, concernant sa préemption du journal Le Figaro, et où les choses s'étaient assez bien passées, notre équipe journalistique, qui avait pourtant pris le même avocat, ne put faire valoir notre clause de conscience. Le tribunal estima sans doute qu'il s'agissait d'une querelle interne.

démissionné aussi car nous pensions que nos
été abusés et trahis. Parmi ceux et celles qui
partir, il y avait notamment Françoise
Yves Navarre, Dominique Robert, Jean
Perruchot, Angélique Kourounis, Daniel
également la totalité des correspondants
Yves Chatellier, Jean-Jean Drieux, Pierre de
internationaux comme Jordi Petit à
Altmann à Sidney, Philippe Adam à Berlin ou
Emmanuel Dreuilhe à New York.

grand bruit. Dans la presse française on
une telle équipe claquer ainsi la porte, et un

Selon moi, *Gai Pied* devint alors médiocrement banal, juste bon à faire rêver la province et/ou ceux qui n'osaient pas avoir cette vie gay, visible le jour et branchée la nuit, si typique de la vie parisienne, des homosexuels parisiens. L'ennui rédactionnel s'installa, les pages de modes succédèrent aux confidences érotiques. Des reportages assez colonialistes nous parlaient de garçons pas chers sous le soleil. Un 4 pages photo ornait désormais les pages centrales. Les gays épanouis, et si possible célèbres se faisaient photographier dans leurs intérieurs parisiens. L'écrivain Jacques Tieuloy nous expliqua que si on draguait un mexicain il valait mieux planquer son portefeuille. Le suivisme politique fit le reste. Désormais

des milliers de lecteurs n'achetèrent plus *Gai Pied*. De son côté, l'équipe sortante tentera, dès 1984, soit l'année suivante, de produire un mensuel ayant pour objectif d'élargir le champ rédactionnel de la presse dite homo en s'occupant de l'identité masculine, dans l'axe des réflexions d'Elisabeth Badinter (qui écrira plus tard *XY*).

Une autre aventure journalistique

Avec mon ami Pierre de Ségovia j'avais par ailleurs suivi une réflexion sur la question de l'identité masculine, et nous avons rédigé un essai que nous avons alors soumis à Michel Foucault pour une préface. Mais c'était quelque mois avant sa disparition. Il s'agissait pour nous, comme pour la phrase qui servait d'exergue à *Gai Pied*, d'échapper aux guêpiers des ghettos, et de travailler ensemble à la question plus large de notre genre, plutôt que notre seule spécificité érotique. Malgré les apparences ce projet était profondément féministe. Le titre de ce mensuel en kiosque s'intitulait *Profil*. Il parut avec des articles de Jean Baudrillard, Dominique Fernandez, Claude Olivenstein, avec également les contributions de jeunes journalistes comme Christine Bravo ou Christophe Martet. Mais l'échec de *Profil* fut patent, il ne tint que deux numéros. Il est vrai que nous avons fait un peu trop fort, il était en kiosque tous les mois avec un papier assez luxueux et une forte pagination (quelques 80/90 pages). Et donc, toujours en tant que directeur de la publication je me retrouvais convoqué devant les tribunaux avec 100 000 euros de dette potentiellement imputable sur mon « immense » fortune personnelle. Mais le tribunal administratif de Paris avait considéré que j'avais commis une erreur de jeunesse. Ce qui m'a permis d'échapper à une misère que me menaçait.

Nous n'avions pas vu qu'il n'y avait pas de lecteur pour un tel journal. Les gays continuaient à s'attacher à leur fraîche liberté identitaire, et les hommes hétérosexuels n'avaient toujours pas digéré les irruptions sociales du féminisme et de l'homosexualité masculine. En outre, aucun média ne parla de cette tentative de presse, les publications homosexuelles ne dirent pas un mot à ce propos, sauf bien évidemment à la mort du magazine pour étrangement regretter "qu'une parole disparaisse ainsi tragiquement".

Pour ma part, ne jouant pas ce jeu, j'annonçais toujours la sortie en kiosque d'un journal car je pense qu'il est de la déontologie journalistique de l'annoncer, puisque la mission d'un journaliste est d'informer et non pas de faire des exclusives ou de bloquer l'information. Ainsi, quand Jacky Fougeray après avoir quitté *Gai Pied* en 1981, lança *Samourai*, pour ma part j'ai écrit un article pour annoncer l'arrivée d'un confrère, d'un concurrent. La presse homosexuelle a utilisé ce procédé d'étouffement pour les autres revues que j'ai lancé par la suite, à savoir *Mec Magazine* en 1988, la revue culturelle *H* en 1996. Cette revue trimestrielle qui dura quelques deux ans est maintenant davantage citée dans les livres qu'elle ne le fut dans la presse gay de l'époque de sa parution. C'est à dire qu'il y a eu une omerta totale sur la revue, ce qui n'a pas permis son développement, alors qu'il s'agissait d'une revue culturelle qui ne me semblait pas concurrencer la presse gay habituelle en kiosque. En fait nous avons raison trop tôt, et cela se paie toujours très cher.

[Gai Pied face aux autres](#)

Dans l'éditorial de *Gai Pied au Cul* (ce journal pirate rédigé par les démissionnaires de Gai Pied et diffusé au sein de l'UEH en 1983), j'avais pronostiqué que désormais *Gai Pied* avait son sida. Il vivra toute fois à peu près 10 ans, mais sous perfusion financière principalement du minitel (36 15 GPH), un rendez-vous très lucratif, épaulé par l'agence *Gai Pied Voyage*, par *Gai Pied Boutik* et par la vente d'album photographiques à l'échelle européenne.

Selon moi, *Gai Pied* n'était alors plus qu'une espèce de grande surface homosexuelle. Pour autant, la concurrence menaçait. L'allié d'hier, David Girard, s'était à son tour lancé dans la presse homosexuelle gratuite et payante en kiosque (avec *5 sur 5*, *Gay International* et autres *Torso*). En réponse, la direction de *Gai Pied* se lança alors dans la diffusion dans tous les lieux gays d'un gratuit *Paris Capitale* qui s'avérera être un véritable gouffre financier, comme de nombreuses autres aventures de la SARL editrice du *Gai Pied*, les Editions du Triangle Rose. Son lectorat, pour un titre toujours leader sur le marché, entre 85 et 90 se fera contradictoirement de plus en plus restreint. La lucrativité des loisirs ne réussissant pas décidément à éponger la demande d'information et d'analyse politiques de certains lecteurs. Il est vrai que *Samourai* puis *Illico* avaient déjà, à leur niveau, écorné le monopole de *Gai Pied* en kiosque.

A partir de 1984, l'équipe restante (toujours située à la rue Sedaine) rappelait volontiers dans ses colonnes son glorieux passé. Mais la censure s'était installée. Ainsi on évita de mentionner le nom de quelques fondateurs et/ou de quelques démissionnaires. Ainsi, pour les dix ans de *Gai Pied* (c'est à dire en 1989) paraît un numéro spécial qui évoqua sur près d'une centaine de pages "L'histoire incroyable de ce journal incroyable" et en le lisant je réalisai que je n'avais jamais existé. Une protestation de Daniel Defert parue quelques numéros plus tard s'étonnera que la direction de *Gai Pied* aille oser gommer ceux qui ne leur plaisaient pas, en pratiquant le gommage de l'histoire comme les staliniens retouchaient les photos afin d'y faire disparaître les opposants de leurs purges.



Mais le pire n'était pas encore arrivé. Ma disparition de la mémoire journalistique avait amplifié la rumeur de mon décès par le sida, dont certain me savait atteint. Ruiné et isolé je ne fréquentais plus que très rarement les lieux gays où se construisent les rumeurs, où se font et se défont les réputations. Et poussant parfois la porte d'un bar j'apprenais que l'on était bien content de me voir, m'ayant cru emporté depuis longtemps par l'épidémie. Quand certains étudiants ou journalistes

poussaient la porte des bureaux de *Gai Pied*, ils apprenaient que j'étais décédé. La protestation de Daniel Defert ne changera rien à cette détestable habitude. C'est ainsi que trois ans plus tard, un best of des articles de *Gai Pied* fut édité. On y retrouve mes entretiens avec Jean-Paul Sartre et Michel Foucault en bonne place, mais il avait été décidé que je ne devais pas être au courant de cette parution. J'ai souvenir d'avoir perturbé le cocktail de

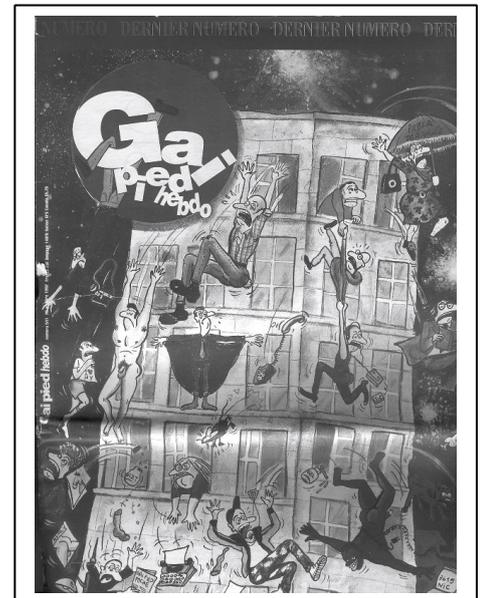
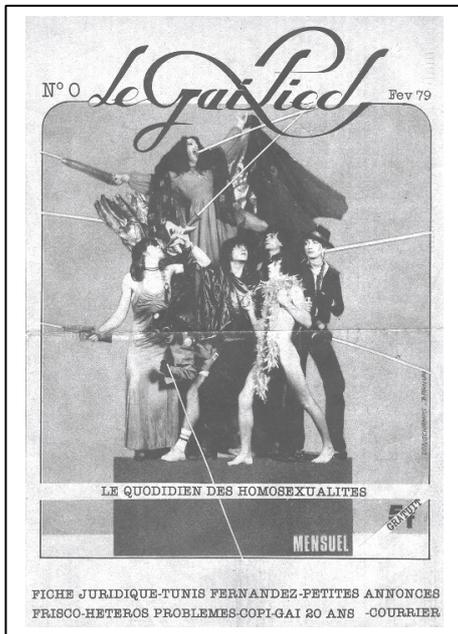
lancement de cet ouvrage au Cirque d'Hiver. On finit par m'offrir deux numéros gratuits avant de me faire expulser violemment par le service d'ordre.

Depuis, je me suis beaucoup interrogé sur cette haine, sur cette négation de l'autre, de l'histoire. Et des années plus tard, au début des années 90 quand je rejoignis à nouveau le mouvement homosexuel afin de participer à la relance de la Gay Pride ainsi qu'au lancement du Centre Gay et Lesbien de Paris, je fus confronté à nouveau à l'hostilité de *Gai Pied Hebdo* (qui vivait alors ses dernières années) qui demeurait fondamentalement critique vis-à-vis de toutes ces nouveautés qui essayaient d'être un sursaut dans un mouvement homosexuel alors extrêmement abîmé. Parfois, un des journalistes de *Gai Pied* - que je ne citerai pas, mais que nous connaissons tous - restait à la porte de nos discussions tant nous savions le sort réservé à nos initiatives de la part d'un journal qui, pourtant, était directement issu de la dynamique du mouvement homosexuel.

La fin d'une aventure de 13 ans

L'avant-dernier numéro de *Gai Pied* se vendit moins bien que le premier, 13 ans plus tôt. Il était temps de fermer boutique, ce qui fut fait en octobre 1992, au 541^{ème} numéro. La pompe financière du minitel n'en pouvait plus d'éponger les dettes du journal. Le rapport aux lecteurs en était falsifié d'autant. Une dernière formule avait été lancée par Eric Lamien, qui avait été chargé

d'inventer un nouvel axe journalistique, beaucoup plus militant, avec un pliage qui rappelait les premiers numéros. Il s'y épuisa car les militants ne revinrent pas, et les derniers lecteurs n'y comprirent plus rien.



En 1983, quittant la dynamique politique pour une stricte exploitation du créneau gay, *Gai Pied* ne sut pas quoi faire de la gestion indirecte des rendez-vous associatifs qui étaient à la dérive depuis la fin du CUARH. Comme le bal du 14 juillet qui finit par s'arrêter, le *Guide Gai Pied*, le service *Gai Pied* Emploi, le Salon des Associations Gays et Lesbiennes, et le soutien logistique à l'élaboration de la marche homosexuelle. Les journalistes se laissèrent licencier en obtenant de raconter leur histoire au sein de *Gai Pied*, dans les derniers numéros. Et après quelques

tentatives hasardeuses, *Projet X* ou *Café*, et la vente de son réseau minitel, l'empire *Gai Pied* fini par être liquidé.

Reste la question des archives de *Gai Pied* qui sont historiquement précieuses, même si elles ne fonctionnent plus depuis 10 ans. Actuellement ces archives font l'objet de négociation en vue de la création d'un Centre d'archives homosexuelles sur Paris.

Plusieurs questions restent ouvertes

La première d'entre elles concerne le sida. Aurions-nous démissionné si nous avions réalisé l'ampleur de cette épidémie ? Le débat qui alors nous était opposé était politique, il n'était pas de santé publique ou communautaire. Dès les premiers numéros nous avons publié de nombreux dossiers médicaux, mais ils étaient accés sur les MST ou sur le coup de main que les médecins et les sexologues fournissaient depuis des décennies aux familles et à l'ordre moral. Et nous avons unanimement regretté que le journal emblématique (du fait de son lien atypique avec les lecteurs) ne choisisse pas d'être un vecteur plus convaincant pour être au centre d'une vigoureuse incitation à la prévention sida, comme le fut la presse gay anglaise ou allemande ou américaine. Je m'étais investi comme volontaire à *Aides* dès 1985, chargé avec Frédéric Edelman et Jean-Florian Mettetal de l'information dans les bars gays du Marais. Et deux ans après notre démission de *Gai Pied* nous vînmes à l'Université d'Eté de Marseille, avec Daniel Defert, parler sida. Avec la direction de *Aides* qui s'était entièrement déplacée, nous commençons à essayer de sensibiliser à cette épidémie, où l'information et la prévention étaient insuffisantes. En ce qui concerne les Gays Prides, autre grande question, en 1988, avec Catherine Marjollet et Dominique Touillet, nous avons pu reconstruire la *Gay Pride* parisienne (autre question) qui était alors aux mains de David Girard. Nous avons pu redonner envie de marcher, et d'exprimer des slogans politiques. Et en 1989, *Aides* acceptera enfin de défiler dans une *Gay Pride*, ainsi que *Act Up*. De fait, le dialogue entre le mouvement homosexuel et celui de lutte contre le sida (autre question) a pu alors reprendre.

Conclusion

C'est la première fois que je m'exprime sur *Gai Pied*, depuis que j'ai démissionné. C'est une aventure dont je suis fier. Une aventure collective qui était le journal de ses lecteurs, qui malheureusement est devenue peu à peu un objet de consommation, un objet culturel qui a perdu le sens politique, et qui a perdu aussi beaucoup de temps pour informer sur le sida. A partir de 1983, notre équipe, certes démissionnaire mais qui est toujours restée soudée, connu d'autres aventures. J'ai été autant fier d'avoir fondé *Gai Pied* avec mes amis, que meurtri par l'histoire de la fin de ce journal qui n'était pas digne de ses premières années.